



**Contre le terrorisme
défendons les libertés**

**À L'ÉTAT D'URGENCE
AU RACISME
ET À LA GUERRE**

Dossier

**LE MOYEN-ORIENT
EN GUERRE**

Pages 6 et 7

ÉDITO
Élections sous état
d'urgence
Page 2

ACTU POLITIQUE
COP21: de quelle urgence
parle l'État français?
Page 4



ACTU INTERNATIONALE
Mali: attentat à Bamako
sur fond de crise
Page 5

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Mathias Reymond
(Acrimed) sur les médias
Page 12



édito

Par GALIA TRÉPÈRE

Élections sous état d'urgence

La campagne officielle des élections régionales vient de s'ouvrir dans une indifférence complète. Pour les grands partis institutionnels, l'enjeu de ces élections est d'obtenir le maximum de postes dans des instances de pouvoir dont personne ne doute qu'elles sont, comme les autres, au service des grosses entreprises industrielles et financières. Ces partis gèrent leurs ambitions rivales plus ou moins en sourdine à l'ombre de l'état d'urgence qui étouffe toute vie démocratique au sein d'une population sous le choc des abjects attentats du 13 novembre.

La démocratie, jusqu'alors censurée par le pouvoir de l'argent et des grands partis est aujourd'hui étouffée par l'État et sa police. Hollande a engagé dans le domaine de la sécurité, de la politique internationale, une politique réactionnaire, comme il l'avait déjà fait sur le plan économique et social en satisfaisant toutes les volontés du Medef. De façon cynique, Hollande et Valls exploitent l'émotion de la population pour imposer au nom de la « guerre contre le terrorisme » une union nationale où les salariéEs sont invités à suspendre leurs mobilisations, la lutte pour la défense de leurs emplois et de leurs droits, alors que du côté du patronat, il n'est absolument pas question de revenir sur les plans de licenciements, les attaques contre les droits sociaux, les représailles contre les travailleurs d'Air France ou les militants syndicaux poursuivis en justice. Et le seul parti qui profite de cette fuite en avant guerrière et sécuritaire est le Front national.

Alors, le seul geste utile dans ces élections sous surveillance est d'affirmer que nous ne nous sommes pas de cette union sacrée qui va du PS jusqu'au FN en passant par les partis de droite comme Les Républicains et l'UDI. Tous, y compris le Front de gauche, ont voté pour la prolongation de l'état d'urgence de trois mois.

Le NPA n'a pas pu présenter ses propres listes à ces élections régionales. Alors, la seule façon de voter le 6 décembre contre la guerre, l'état d'urgence, l'austérité et les licenciements, tout en affirmant notre volonté de combattre le terrorisme et le fondamentalisme religieux, de voter pour la solidarité internationaliste, est de voter pour les listes de Lutte ouvrière.

BIEN DIT

Le vague des motifs qui pourront être invoqués, qui dépassent de beaucoup la prévention et la répression d'actes de terrorisme, permet à tout gouvernement de s'en prendre au mouvement social dans son ensemble. (...) Ce que le gouvernement veut imposer au Parlement d'adopter à marche forcée illustre bien les craintes déjà exprimées par la LDH : ce qui est ici en cause, ce n'est pas l'indispensable lutte contre le terrorisme, c'est l'extension dangereuse des pouvoirs de l'État sans aucune garantie judiciaire.

Extrait du communiqué de la LIGUE DES DROITS DE L'HOMME du jeudi 19 novembre concernant la prolongation de l'état d'urgence

À la Une

Non à l'état d'urgence, au racisme et à la guerre

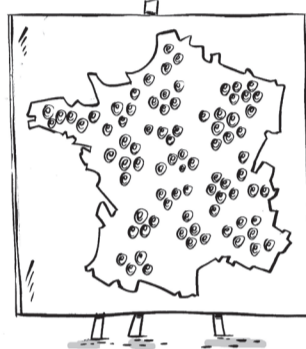
Deux semaines après les attaques terroristes qui ont tué 130 personnes à Paris, l'émotion est toujours présente. Elle se double d'un climat de peur, dû au traumatisme des attaques terroristes, mais aussi savamment entretenu par les déploiements de policiers et de militaires dans les rues et les lieux publics et par le discours des médias et de la classe politique qui ne cesse de marteler que la France est en guerre.

Différents sondages indiquent que 90% des Français seraient en accord avec les mesures sécuritaires prises par le gouvernement. La peur est donc bien mauvaise conseillère...

Contre l'état d'urgence, défendre nos libertés démocratiques

La prorogation de l'état d'urgence pour trois mois, les différentes mesures qui l'ont accompagnée et les projets de modifications constitutionnelles, représentent une attaque majeure contre nos droits et nos libertés démocratiques. L'établissement du couvre-feu dans un quartier populaire de la ville de Sens ou l'interdiction des manifestations à Paris jusqu'au 30 novembre en sont les premiers exemples. Cet ensemble de dispositions législatives révèle un déplacement du curseur politique vers la droite et l'extrême droite, puisque Hollande a repris des propositions du FN et de LR, telle la déchéance de nationalité pour les terroristes binationaux, l'assignation à résidence pour toute personne soupçonnée de terrorisme ou encore la dissolution de toute association présentant des risques de troubles à l'ordre public. Il faut donc une large campagne pour dénoncer ces mesures et affirmer que le pouvoir ne doit pas utiliser les attaques terroristes pour museler l'opposition des associations, des syndicats et des politiques par rapport aux questions sociales, politiques et écologiques. Malgré l'interdiction de la préfecture, notre présence dans la rue en solidarité avec les migrants ce dimanche 22 novembre a montré qu'il était possible de ne pas céder à la pression. Les déclarations de la CGT sur

LA GUERRE, LE NOUVEAU PROJET POLITIQUE DU PS



ET POUR LE CHÔMAGE NOUS AVONS DÉCIDÉ DE BOMBARDER TOUTES LES AGENCES POLE EMPLOI!



CHARMAG

leur refus de toute trêve sociale, les prises de position de la LDH, d'Attac, du Syndicat de la magistrature ou encore d'Alternatiba sont autant de points d'appui pour construire des collectifs et s'opposer aux mesures liberticides du gouvernement. Le maintien de la mobilisation pendant la COP21 et la réussite de la journée de mobilisation interprofessionnelle du 2 décembre deviennent dès lors des enjeux cruciaux.

Répondre au racisme, solidaire des migrants

Cette campagne de défense des libertés démocratiques doit s'accompagner d'une offensive contre tous les racismes et en solidarité avec les migrants. Depuis ce sinistre vendredi 13 novembre, les tensions racistes se développent : l'islamophobie a encore augmenté (dégradations de lieux de culte musulmans, agressions...); à Marseille, un juif a été attaqué à coups de couteau; et les déclarations

pour assimiler les migrants à des terroristes se multiplient...

Ainsi, qu'un terroriste, dont nous ignorons l'identité et la nationalité, soit arrivé en France depuis la Syrie en se faisant enregistrer en Grèce comme un migrant réclamant le droit d'asile a donné lieu à un déchaînement contre l'accueil des migrants en France et en Europe.

La campagne des régionales s'annonce dès lors particulièrement nauséabonde, et on annonce déjà un score de 40% pour le FN dans la région PACA au premier tour.

Pour combattre Daesh, non à la guerre impérialiste

Depuis les attaques terroristes, les frappes françaises en Syrie se sont intensifiées, et Hollande tente de mettre en place une vaste coalition internationale pour lutter contre Daesh, coalition dont l'un des principaux pivots serait la Russie, fidèle alliée de Bachar el-Assad...

Daesh, organisation obscurantiste qui s'étend sur un territoire où elle prend de plus en plus les contours d'un État et depuis lequel elle développe un projet totalitaire et expansionniste, doit être éradiqué. Mais pas plus qu'hier, les interventions des grandes puissances internationales ne font partie de la solution, mais bien du problème : c'est bien ce qu'ont déjà montré les interventions militaires des États-Unis en Irak ou celle de la France en Libye.

Nous devons donc nous mobiliser contre les politiques impérialistes qui ne sèment que le chaos et la misère, mais aussi dénoncer les puissances régionales qui ont permis et soutenu l'émergence de Daesh, en premier lieu Bachar el-Assad sur lequel beaucoup souhaiteraient s'appuyer. La solidarité avec ceux qui résistent et s'opposent à Daesh sur le terrain – comme les Kurdes et l'opposition syrienne libre – exige en particulier leur armement. La reprise de Sinjar sur Daesh par les Kurdes irakiens en est la meilleure illustration.

Ce n'est pas donc pas en restreignant « ici » les libertés collectives ou en menant « là-bas » une guerre impérialiste que l'on peut combattre le terrorisme. Nous devons plus que jamais montrer que la réponse au terrorisme et à ceux qui proposent une société totalitaire ne peut venir que des solidarités et des luttes des exploités; des luttes pour défendre nos droits démocratiques et sociaux, pour combattre le racisme et pour soutenir ceux qui se battent là-bas, en Afrique et au Moyen-Orient contre les dictatures obscurantistes.

Camille Jouve

ÉTAT D'URGENCE

Ni libres ni en sécurité!

Avec l'intensification de la guerre en Syrie, l'annonce de la modification de la Constitution dès 2016, Hollande a proposé et obtenu de l'Assemblée nationale et du Sénat la rénovation de l'état d'urgence et sa prolongation, ouvrant ainsi un régime d'exception qui concentre tous les pouvoirs sur le seul exécutif.

Les moyens politiques et humains dédiés à la sécurité sont déjà énormes : 25 lois sécuritaires adoptées ces 15 dernières années! En 2015, avec l'activation du plan Vigipirate « alerte attentat », ce sont 10 000 soldats supplémentaires qui patrouillent sur le territoire, avec une attention particulière aux abords des zones dites sensibles dont les quartiers populaires. La loi renseignement a autorisé 1100 embauches supplémentaires à la

DGSI. Cette loi de surveillance généralisée des populations s'applique à une multitude de champs : la politique étrangère, les intérêts économiques et industriels de la France ou encore « les violences collectives pouvant remettre en cause la paix publique ». Elle développe des moyens sophistiqués dans l'écoute et le traitement des métadonnées, et autorise aussi le fichage des « suspects » de dérives terroristes : 3 000 en janvier, 5 000 aujourd'hui.

La privation des libertés individuelles et publiques

L'état d'urgence c'est encore plus de moyens pour la police : 5 000 embauches supplémentaires et le statu quo pour les effectifs de l'armée, alors que tous les autres services publics subissent des coupes sombres. Mais la trouvaille de ce nouveau plan d'urgence, c'est l'assignation à résidence élargie « à toute personne à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre public. » Ce n'est plus le délit qui est sanctionné mais le comportement.

L'état d'urgence s'attaque aux libertés individuelles : perquisitions, sans l'aval d'un juge, de jour comme de nuit, interdiction de circuler dans des lieux et aux heures fixées par arrêté,

interdiction du séjour dans un département « à toute personne cherchant à entraver l'action des pouvoirs publics ». Il en va de même des libertés collectives : fermeture provisoire de salles de spectacle, de débits de boisson, de lieux de réunion, interdiction de spectacles, « de réunions ou de manifestations de nature à provoquer ou à entretenir le désordre ». Plusieurs autres décisions non inscrites dans le plan d'urgence s'appliquent comme si elles allaient de soi dans le contexte, par exemple celle de l'autorisation pour les policiers en congé de porter leur arme...

L'état d'urgence, c'est l'accélération de la privation des libertés individuelles et publiques, la mise en danger du vivre ensemble et du droit d'être solidaire quels que soit le terrain et la forme de nos résistances.

La droite et l'extrême droite l'ont rêvé, un président socialiste l'a fait!

Hollande veut inscrire l'état d'urgence, nommé « création d'un régime

Un monde à changer

FRANCO PAS VRAIMENT MORT. Il y a tout juste 40 ans, le 20 novembre 1975, est mort le dictateur espagnol, le « caudillo » Francisco Franco. Jusqu'au dernier moment, le franquisme manifesta sa barbarie : le 2 mars 1974, dans la prison de Modelo à Madrid, un jeune militant anarchiste catalan de 26 ans était exécuté par strangulation au moyen d'un garrot. La dictature avait duré près de 40 ans. Le soulèvement militaire du 17 juillet 1936 visait à endiguer la dynamique révolutionnaire qui parcourait l'Espagne républicaine. Les putschistes mirent en place dans les zones qu'ils contrôlaient une répression de masse pour mettre au pas les classes populaires et annihiler toute opposition ou comportement jugé déviant. Au total, il y aurait eu environ 200 000 assassinats loin du front. Derrière l'armée se trouvaient la grande bourgeoisie et l'aristocratie foncière. Dès le début du soulèvement, les banquiers se sont mis à son service : l'homme sans doute le plus riche d'Espagne, le banquier Joan

March, a fourni les fonds nécessaires à l'établissement d'un véritable pont aérien pour transporter les troupes franquistes. Franco a octroyé aux entreprises qui le subventionnaient des contingents de prisonniers politiques condamnés à « la rédemption par le travail ». Et évidemment, les élections postfranquistes ne changeront aucun conseil d'administration : les descendants des grandes familles qui ont traité avec Franco (March, Huarte, Banus...) sont aujourd'hui encore présents à des postes essentiels du capitalisme espagnol... Après la victoire franquiste, la répression n'avait jamais cessé : 150 000 exécutés ou « disparus », des milliers de bébés volés à leur mère par les institutions de l'Église. Tous ces crimes restent impunis, les tribunaux espagnols étant bloqués par le principe de prescription et la loi d'amnistie de 1977. Et aujourd'hui encore, les familles sont entravées dans leurs recherches. Une manifestation a eu lieu dimanche dernier à Madrid pour qu'enfin lumière soit faite.

Mis en place à l'occasion de la première guerre du Golfe, le plan Vigipirate, sans cesse renforcé depuis, n'a jamais permis d'empêcher le moindre attentat, sauf à déployer des militaires et des policiers dans les supermarchés, les stades et les salles de spectacle. Les dispositions de l'état d'urgence seront tout aussi inefficaces.

Le droit de manifester en danger ?

Il est révélateur que la première manifestation interdite ait été celle appelée dimanche dernier en solidarité avec les migrants (voir article en page 8). « Mais pourquoi l'interdiction d'une telle manifestation de solidarité ? Constitue-t-elle une menace ou trouble à l'ordre public ? », s'interroge fort justement le député PS Pouria Amirshahi dans un message de soutien au rassemblement. « Nous dénonçons cette interdiction contre une manifestation de soutien à des êtres humains qui ont fui la violence et la guerre » lui font écho les députés EÉLV Noël Mamère et Sergio Coronado.

Les dérives autoritaires de l'État lors de l'interdiction des manifestations de soutien au peuple palestinien de l'été 2014 n'étaient qu'un avant-goût de ce qui peut attendre notre camp social, et le pire signe que nous pourrions donner aux autorités serait de nous autocensurer et d'annuler nos échéances de mobilisations. Ainsi, samedi 21 novembre, l'annulation par ses organisatrices de la manifestation contre les violences faites aux femmes montre à quel point le pouvoir est prêt à user de toute sa force de dissuasion pour

ÉTAT D'URGENCE Pas de trêve sociale, continuons nos combats !

À l'exception notable de sept éluEs du PS et d'EÉLV (6 contre et 1 abstention), tous les députéEs, Front de gauche compris, ont voté la prolongation de l'état d'urgence pour une durée de trois mois. Trois mois pendant lesquels l'arbitraire le plus complet présidera quant aux autorisations et interdictions de meetings, rassemblements et manifestations...



Lors du rassemblement Air France du 22 octobre, il n'y avait déjà pas que des manifestantEs... PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

étouffer les voix discordante dans le consensus sécuritaire qu'il voudrait mettre en place.

Nous n'en sommes heureusement pas là, et les réactions syndicales, notamment celles de la CGT et de Solidaires vont dans le bon sens. Ainsi dès le 16 novembre, l'union départementale de Paris de la CGT affirmait : « Nous refusons de renoncer au droit de défendre les intérêts des salariés. Nous savons apprécier par nous-mêmes les circonstances dans lesquelles nous pouvons ou non appeler à manifester ou se rassembler

et entendons continuer à procéder de la sorte ». Même son de cloche à Solidaires : « Nous sommes convaincus que la restriction des libertés publiques entraînera des dommages collatéraux contre toutes les formes d'expression démocratiques (liberté de la presse, droit à manifester, etc.) ».

Riposter ces prochains jours

Dès jeudi 26 novembre à 18 heures, à l'appel de syndicats, d'organisations et de collectifs de sans-papiers (CGT Paris, DAL, DD, CSP75...), une « manifestation contre l'interdiction

de manifester » partira de la place de la République à Paris.

Quelques jours plus tard, le mercredi 2 décembre, la CGT appelle à une journée nationale d'action contre la criminalisation de l'action syndicale et la casse du code du travail. Ainsi, un rassemblement se tiendra à midi devant le TGI de Bobigny en soutien aux 16 salariés d'Air France poursuivis pour leur action syndicale. Cette mobilisation, importante et emblématique, est maintenue par la CGT en dépit de l'état d'urgence. C'est un point d'appui pour la suite. Et bien évidemment, avec la COP21 qui commence, les discussions se poursuivent au sein des différents collectifs organisateurs au sujet des mobilisations prévues à l'occasion de la conférence climatique (voir article en page 10). De la résistance aux fortes pressions de l'État auxquelles ceux-ci sont soumis dépendra l'ampleur et la combativité des manifestations qui doivent être maintenues.

Comme le criaient des manifestantEs dimanche dernier, « État d'urgence, État policier, ils nous empêcheront pas de manifester ! »

Alain Pojolat

Le chiffre

1 000

C'est le nombre de personnes tuées par la police étatsunienne du début de cette année à la mi-novembre. La grande majorité (887) l'ont été par arme à feu. Les autres sont notamment décédées d'un coup de taser (47) ou en garde à vue (36). La moitié de ces personnes sont des Blancs, un quart d'entre eux des Afro-américains alors qu'ils ne représentent que 13 % de la population, et 15 % d'origine hispanique...



Agenda

Vendredi 27 novembre, réunion publique du NPA, Tarbes.

« Le capitalisme détruit la planète. Changeons le système, pas le climat ! », avec Christine Poupin, à 18 h à l'hôtel Brauhauban (près de la mairie).

Vendredi 27 novembre, réunion publique du NPA, Dinan.

« Aux capitalistes de payer leurs crises ! », avec Philippe Poutou, à 20 h 30 salle Duclos-Pinot (mairie).

Vendredi 4 décembre, réunion publique du NPA, Montpellier.

« Nos vies valent plus que leurs profits ! », avec Olivier Besancenot, à 20 h salle Guillaume de Nogaret, espace Pitot près du Peyrou (accueil dès 18 h 30).

Vendredi 4 décembre, rencontres de La Brèche, Paris. La stratégie de la bactérie (médicaments dangereux, essais cliniques biaisés, experts corrompus, industrie pharmaceutique), avec l'auteur

Quentin Ravelli, à 18 h 30 à la librairie (27 rue Taine, Paris 12^e).

NO COMMENT

La France est désintégrée et on a en quelque sorte assimilé à l'envers les petits Français de souche, qui se sont intégrés à un mode de vie halal qui n'est pas le leur.

PHILIPPE DE VILLIERS dans sa vidéo autopromotionnelle post-attentat du samedi 21 novembre diffusée via internet

civil d'état de crise», dans la Constitution. Ce nouvel article donnerait les pleins pouvoirs à l'exécutif comme l'article 16 les donne au président et l'article 36 à l'armée. Il s'agit d'instituer dans la plus haute loi un autre type d'État, l'État policier.

Les autres modifications proposées sont également graves : la déchéance de nationalité pour les binationaux nés français, condamnés pour atteinte aux fondements de la nation ou un acte terroriste, et l'obligation de visas de retour pour les djihadistes français avec assignation à leur arrivée. La droite et l'extrême droite l'ont rêvé, un président socialiste l'a fait !

Les surenchères abondent : Wauquiez veut interner les islamistes radicaux avant qu'ils ne passent à l'acte, Sarkozy revient avec la rétention de sûreté et le bracelet électronique pour les fichés S. L'union nationale rassemble toujours sur les logiques de la droite et de l'extrême droite...

Face au racisme et à la peur, ne pas plier

Dans une situation sociale tendue, le recours à l'état d'urgence n'est pas anodin : à chaque fois qu'il a été utilisé, il s'agissait pour l'État français d'affirmer une politique coloniale ou néocoloniale. En 1955, lors de sa création, le pouvoir voulait faire face à ce qu'il refusait d'appeler une guerre, « les événements d'Algérie ». En 1984, c'est en Kanaky contre les Kanaks que Fabius l'utilisa. En 2005, il fut adopté contre les jeunes des quartiers populaires dont beaucoup de parents étaient issus de la colonisation.

Cette fois, alors que les dispositifs policiers et militaires surabondent, qu'il est peu probable que l'état d'urgence empêche les terroristes de Daesh de frapper s'ils le veulent, alors que les racismes dont l'islamophobie sont vifs et que l'extrême droite est forte, une nouvelle fois ce sont les étrangers, les migrants,



les jeunes des quartiers populaires qui seront les premières victimes. Doublement victimes : du racisme d'État qui érige le soupçon en politique nationale, et des peurs qui alimentent la haine de l'autre.

Nous ne nous plierons pas aux diktats de l'état d'urgence. Contre leur unité nationale, bâtissons largement notre unité dans les luttes sociales et nos résistances à cet air nauséabond.

Roseline Vachetta

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

FN L'extrême droite cultive les peurs suscitées par Daesh

Cinq jours après sa rencontre avec Hollande à l'Élysée, Marine Le Pen s'est félicitée : « le gouvernement se heurte au mur de la réalité et reprend une partie des mesures de bon sens que le Front national expose depuis de nombreuses années, mais comme il n'a pas de vision claire du combat qu'il doit mener, il va rendre ces mesures inefficaces »...

Elle explique : « J'ai trouvé qu'il restait dans un aveuglement idéologique très dangereux, face à un certain nombre de domaines comme la nécessité des frontières pérennes et les énormes flux de migrants au sein desquels se sont infiltrés des terroristes. » Elle se félicite du rapprochement avec la Russie pour dénoncer le temps perdu : « le grand problème de nos dirigeants politiques, qu'ils s'appellent Nicolas Sarkozy ou François Hollande, est qu'ils savent trop tard, comprennent trop tard et agissent trop tard. » « Ce qui a toujours manqué, ce ne sont pas les lois mais la volonté politique de les mettre en œuvre. » Et de fustiger la politique pénale « effroyablement laxiste » de Christiane Taubira et l'insuffisance de la lutte contre un fondamentalisme islamiste qui « pullule en toute impunité depuis plus de dix ans ». Campagne électorale oblige, elle accuse aussi Sarkozy d'avoir fait de l'UOIF (Union des organisations islamistes de France) « l'interlocuteur privilégié de l'État. [...] Cette structure a des relations, pour le moins, complaisantes avec le fondamentalisme islamiste. Le salafisme, les Frères musulmans, le wahhabisme se sont répandus sur notre territoire, parfois même financés par nos collectivités locales ou territoriales. »



Le Pen chasse les voix à Milipol. DR

Et dans la foulée, elle demande un rétablissement définitif des contrôles aux frontières pour partir en guerre contre les migrants. « Un certain nombre de terroristes se seraient glissés parmi les migrants », prétend-elle pour dénoncer la « dissémination de ces migrants dans les villages et les villes de France ».

Attiser les haines

Mercredi 18 novembre, à la fin de l'assaut du Raid et de la BRI à Saint-Denis, elle a même tenu une conférence de presse... à Milipol, le Salon mondial de la sécurité intérieure des États, qui se tient tous les deux ans au Parc des expositions de Villepinte. C'est là que les militaires et les policiers du monde entier viennent jauger les dernières innovations ! La politique du FN consiste à agir en complément de la politique des fondamentalistes religieux dont les attentats voudraient dresser les populations musulmanes contre le reste de la population. Marine Le Pen pratique la politique du pire : les migrants, c'est le terrorisme ! Cette propagande nauséabonde, haineuse voudrait détourner à son profit le désarroi de la population, en flattant la peur pour cultiver le racisme et la xénophobie. Symétrique à celle des fondamentalistes religieux, la politique du FN lui répond au même niveau. La voie la plus sûre pour accentuer les tensions et alimenter les haines dont les deux font leur fonds de commerce. Ainsi, Le Pen espère attirer les voix de la droite pour les prochaines élections régionales...

La lutte contre le terrorisme de Daesh est indissociable de celle contre les surenchères sécuritaires et militaristes, pour défendre une autre politique associant le combat contre Daesh à celui contre la guerre et l'état d'urgence, pour la défense des droits démocratiques et la solidarité internationaliste. **Yvan Lemaître**

RACISME ET RÉPRESSION

FN et gouvernement font de Sarkozy un petit joueur

Perquisitions, déchéance de nationalité, état d'urgence, intervention en Syrie... l'action du gouvernement est radicale. Le résultat l'est autant : + 17% dans les sondages, à 41% de « bonnes opinions ». Républicains et FN tentent de tenir la corde.

Du côté du PS, le bal a été ouvert dès le 16 novembre par Cambadélis : « Nous entrons dans les années de sang. Nous sommes en guerre, et donc il faut un dispositif qui réponde à l'agression qui s'est perpétuée contre la France. Il y aura des morts, il faut que tout le monde en soit conscient. » « Il y a la sécurité maximale pour l'ensemble des Français, et toutes les idées sont bienvenues. »

Quoi qu'en dise aussi Malek Boutih pour qui « il faut cesser toute série de politiques d'assistanat », ce gouvernement ne fait pas dans « l'assistanat ». Ainsi le Monde a recensé de nombreux témoignages sur « toutes les idées » de la police et de l'armée. Le TGV Marseille-Rennes évacué, Mickaël, 27 ans, est arrêté... car il était barbu et portait des gants. Une autre personne, arrêtée sans raison, a raconté les cinq interrogatoires par jour, durant deux ou trois heures, y compris en pleine nuit, les déplacements avec un bandeau sur les yeux, l'absence de lumière du jour. L'Aveu ou Guantanamo ne sont pas bien loin.

Isabelle Attard, députée du Calvados, en est alarmée : « Depuis quelques jours, on fait n'importe quoi et les perquisitions ne concernent pas seulement le terrorisme. [...] Depuis vendredi soir, les services de renseignement peuvent pêcher au chalut, en eau profonde, avec des filets très larges. Et avec des innocents,



Gauche droite, Hollande marche au pas... DR

forcément, au milieu. Mais il faut croire que tout le monde s'en fout. »¹

Le FN veut toujours plus de répression

Marion Maréchal-Le Pen en profite pour déclarer que les musulmans ne doivent pas avoir le même rang que la religion chrétienne. Elle demande d'ailleurs « la fermeture des mosquées radicales » et attaque « l'adhésion béate au modèle multiculturel anglosaxon ». Florian Philippot s'oppose à la surveillance systématique et propose de surveiller ceux qui seraient vraiment dangereux. À savoir « la route des migrants », les fiches S et les personnes touchées par la « radicalisation islamiste ».

Pour mémoire, le Monde considère que le fichier S « comporterait plus de 400 000 noms, qu'il s'agisse de mineurs en fugue, d'évadés de prison, de membres du grand banditisme, de personnes interdites par la justice de quitter le territoire, mais aussi de militants politiques ou écologistes ». Le FN considère qu'il n'y en aurait « que » 20 000 et qu'il suffirait de déchoir de leur nationalité tous les binationaux de ce fichier, et d'expulser tous les étrangers. Il propose également de prévenir leur employeur. Tout cela sans jugement. Car ces personnes, fichées par les renseignements pour leurs opinions politiques, religieuses ou des situations particulières – on est déjà

dans le Big Brother – seraient donc condamnées non sur des faits, mais sur une présomption par les Renseignements de leurs opinions et de leurs croyances. Le FN fait également un lien direct entre les menus à la cantine, l'immigration et le terrorisme².

Les régionales en ligne de mire

Comme François Hollande a repris une bonne partie de ses demandes, Les Républicains ont bien du mal à exister. Nadine Morano demande l'expulsion des femmes portant le voile intégral et Sarkozy un bracelet électronique, mais tout cela paraît bien ridicule au vu de la situation. Sarkozy vient d'ailleurs d'annoncer qu'il allait changer de discours pour dénoncer la politique sociale du gouvernement.

D'autant que ce dernier en remet des couches avec l'interdiction des manifestations autres que commémoratives et le limogeage d'un éditorialiste de RMC qui a critiqué la légèreté du dispositif policier le 13 novembre. Ce traitement répressif de la politique laisse songeur quand on le lie avec le tweet d'un conseiller en communication du Président pendant l'intervention policière à Saint-Denis du 18 novembre : « Attentats : 73% des Français estiment que Hollande est à la hauteur »³...

Hollande et le FN étouffent Les Républicains, qui partaient grands gagnants des prochaines élections régionales. Résultat, Marion Maréchal-Le Pen risque de gagner la région PACA... En application du dicton selon lequel, en matière de répression et de racisme, les électeurs choisiront toujours l'original plutôt que la copie.

Antoine Larrache

1 – Citation légèrement sortie de son contexte. Entretien à lire ici : <http://www.reporterre.net/A-l-Assemblee-nationale-ces-derniers-jours-j'ai-eu-honte>
2 – Voir sa terrible interview sur RTL <http://www.rtl.fr/actu/politique/attentats-a-paris-les-propositions-de-marion-marchal-le-pen-pour-lutter-contre-la-radicalisation-islamiste-7780597833>
3 – <http://i.imgur.com/2hwZqC2.jpg>

COP21 De quelle urgence parle l'État français ?

Soutenu par presque tous les députés et sénateurs, Hollande, chef de guerre assumé, a décidé de prolonger l'état d'urgence de trois mois. Les manifestations seront interdites, dont celles des 28-29 novembre et 12 décembre à l'occasion de la COP21. Mais le business est épargné : les matchs de foot, les marchés de Noël, le salon nautique sont, eux, autorisés...

Comment ne pas voir là l'occasion pour Hollande et son gouvernement d'effacer l'expression publique du mécontentement face à sa politique libérale d'austérité ? La réponse au terrorisme de Daesh, de Boko Haram, d'al-Qaïda ne peut passer par un renforcement policier ici, par la restriction des libertés à commencer par celle de s'exprimer et de revendiquer. En quoi l'interdiction de réunions publiques et de manifestations, la possibilité de museler toute opposition sur un simple soupçon peuvent-elles empêcher des terroristes de tuer ? Le gouvernement voudrait nous imposer une suspension de la contestation. Qu'il commence par décréter la trêve climatique, en renonçant définitivement aux grands projets destructeurs à Notre-Dame-des-Landes et ailleurs, en annulant les trois nouveaux permis de recherche d'hydrocarbures liquides ou gazeux accordés et les deux prolongés.

Il n'y aura pas de trêve de la contestation, parce que plus que jamais les mobilisations sont



indispensables pour imposer les réponses aux exigences sociales, aux urgences environnementales.

L'état d'urgence... climatique s'impose !

Malgré les déclarations fumeuses et les postures, aucune chance que le gouvernement Hollande-Valls décrète l'état d'urgence climatique !

Pourtant la dégradation irréversible de la biodiversité, la dangereuse progression du réchauffement climatique, la forte augmentation de carbone dans l'atmosphère la justifieraient largement.

Nous n'attendons rien de la COP21 : seules vont véritablement compter les mobilisations organisées par les associations, les syndicats, les ONG,

les mouvements sociaux, pour faire entendre les exigences de celles et ceux qui sont les premiers touchés par la folie productiviste d'un système économique qui crée toutes les conditions de la disparition de l'humanité, qui est incapable d'apporter les réponses crédibles et indispensables pour limiter le basculement climatique en cours. État d'urgence ou pas, les mobilisations « climat » du 28 novembre au 12 décembre, à Paris (voir en page 10) et aussi partout dans le monde, seront l'occasion d'affirmer nos exigences et de montrer que nous ne comptons que sur nous-mêmes. Les gouvernants réunis au Bourget pour la COP21 sont aux ordres des grands groupes industriels obsédés par l'expansion économique toujours plus grande, par le pillage des ressources et la marchandisation de nos besoins. La croissance effrénée est leur horizon, l'exploitation des travailleurs du monde et de la Terre leur méthode. Le capitalisme détruit la planète. Une seule solution : s'en débarrasser !

Commission nationale écologie

MALI

Attentat à Bamako sur fond de crise

On compterait plus d'une vingtaine de morts et une dizaine de blessés parmi les clients de différentes nationalités et le personnel de l'hôtel situé à l'ouest de Bamako dans le quartier d'affaires ACI 2000. Le groupe Al Mourabitoune aurait revendiqué cet attentat fait en commun avec al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Le groupe Al Mourabitoune s'était fait connaître par une prise d'otages en janvier 2013 dans un complexe gazier à In Amenas dans le sud de l'Algérie, prise d'otages qui s'était terminée dans un bain de sang après l'intervention de l'armée algérienne.

Kyrielle de groupes armés

Dirigé par Mokhtar Belmokhtar, Al Mourabitoune est né de la fusion de deux formations : « Les signataires par le sang » et le Mouvement pour l'unité du Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) qui, avec AQMI et Ansar Dine, s'étaient emparés du nord du Mali au début 2012, faisant régner la terreur contre les habitants. Ces différents groupes continuent à exister et à sévir : Al Mourabitoune avait déjà revendiqué la fusillade le 7 mars de cette année au café-restaurant « La Terrasse » qui fit cinq morts, et quelques mois plus tard, d'autres djihadistes proches cette fois-ci du prêcheur radical Hammadoun Kouffa revendiquaient l'attentat de l'hôtel Byblos dans la ville de Sévaré (à 600 km de la capitale) qui fit treize morts. Dans le nord du Mali, les attaques contre l'armée malienne ou la force militaire des Nations unies, la Minusma, sont fréquentes.

Quoi qu'en dise Le Drian, l'intervention militaire française au Mali – avec l'opération Serval qui s'est

L'attaque du vendredi 20 novembre contre l'hôtel de luxe, le Radisson Blu, allonge la liste des multiples attaques armées qui ont déjà eu lieu au Mali. Elle met aussi en lumière les difficultés d'un pays confronté à une multitude de groupes armés.



Bamako après la prise d'otages. DR

transformée en opération Barkhane s'étendant sur l'ensemble de la zone sahélienne du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad – ne parvient pas à stabiliser la région. Quant aux accords de paix d'Alger, ils restent très précaires puisque la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), mouvance indépendantiste qui comprend cinq organisations armées dont le MNLA, a apposé sa signature sous la forte pression, pour ne pas dire la menace, de la communauté internationale. Cette multiplication des mouvements armés se retrouve aussi du côté des loyalistes pro-Bamako, avec l'apparition d'organisations comme le Gatia regroupant les Touareg de la tribu des Imghad ou la Coordination des mouvements et Front patriotique de résistance (CM-FPR) représentant les Peuls et Songhaïs.

Le nord du Mali n'a plus l'apanage des groupes armés. Ainsi dans la région de Mopti au centre du pays, s'est créé le Front de libération du Macina, essentiellement composé de combattants peuls qui se sont radicalisés. Cette organisation a fait allégeance à Daesh, tandis qu'il semblerait qu'à l'intérieur même d'Al Mourabitoune, une aile conduite par al-Sahraoui ait aussi rejoint l'État islamique.

Crise économique et radicalisme religieux

En appliquant les politiques d'ajustement structurel, la réponse du FMI aux crises économiques liées au surendettement a non seulement affaibli les services sociaux des États et plongé les populations dans la misère, mais a aussi laissé le champ libre aux monarchies pétrolières pour implanter un islam

wahhabite, via les constructions de mosquées, d'écoles coraniques, la prise en charge financière des imams, et les innombrables structures d'aides sociales. Cet islam rigoriste, pourtant largement minoritaire dans le monde musulman, a envahi nombre de pays africains, permettant une radicalisation favorisée par une absence complète d'avenir pour la jeunesse. De plus, le président malien Ibrahim Boubacar Keïta élu le 15 août 2013 avec 77,6% des voix a déçu, incapable de répondre à la faillite de l'État et éclaboussé de scandales liés à la corruption. Les populations se tournent de plus en plus vers les chefs religieux.

Au nord du Mali, les différents groupes armés, qu'ils soient islamistes ou non, se mènent une guerre sans merci pour contrôler les routes commerciales et de contrebande à travers le Sahel qui restent extrêmement lucratives, notamment le trafic de cigarettes, de drogue ou d'êtres humains. L'agriculture et l'élevage pâtissent de cette insécurité généralisée, appauvrissant encore plus une population fragilisée. En l'absence d'autres activités économiques, beaucoup se laissent recruter par ces groupes qui se construisent ainsi une base sociale.

Il est illusoire de penser qu'une réponse militaire serait pertinente en l'absence d'alternative qui permette aux populations de vivre décemment dans leur région. Et ce qui est valable pour le nord l'est également pour l'ensemble du Mali.

Paul Martial



Le monde en bref

Tunisie Vague de grèves générales régionales dans le secteur privé.

En Tunisie aussi, Daesh cherche à répandre la terreur dans la population. En témoigne l'effroyable décapitation d'un berger de 16 ans, le même jour que les attentats à Paris et au Stade de France (voir l'émouvant témoignage de son cousin sur le site du NPA). Néanmoins d'importantes mobilisations ont continué à avoir lieu.

Depuis la fin août, des manifestations ont été organisées contre le projet de loi visant à blanchir les corrompus de l'ancien régime. Le premier résultat a été la levée de l'état d'urgence décrété aux lendemains de l'attentat de Sousse. Cette mobilisation symbolise l'émergence d'une nouvelle génération militante. Simultanément d'importantes luttes ouvrières ont lieu depuis un an, avant tout contre la dégradation considérable du pouvoir d'achat. Au premier semestre, les grèves ont essentiellement eu lieu dans le secteur public, et ont débouché sur des avancées appréciables, avec parfois des victoires quasi-totales comme dans l'enseignement secondaire. Et depuis la mi-septembre, le secteur privé s'est à son tour mis en branle. Face à la volonté patronale d'appauvrir toujours plus les salariés, un cycle de grèves générales régionales a été organisé par l'UGTT dans l'ensemble du pays.

Le coup d'envoi en a été donné le jeudi 19 novembre à Sfax, qui est la première région industrielle du pays, et où les salariés des 164 plus grandes entreprises étaient appelés à faire grève. Ce mouvement a été un franc succès avec un taux de participation d'environ 90% et des débrayages de solidarité dans le secteur public. Après un meeting devant le siège de l'UGTT, une manifestation regroupant plus de 20 000 participants est allée jusqu'au siège du Gouvernorat (l'équivalent des préfectures en France).

Des grèves générales tournantes ont été annoncées dans l'ensemble des régions d'ici le 1^{er} décembre. Et si le patronat persiste à ne pas céder, une grève générale nationale est envisagée. Divers documents sur ces luttes sont disponibles sur le site du NPA.

Brésil La boue de la honte.

Le 5 novembre à Mariana, à 400 km au nord de Rio de Janeiro, un barrage minier qui retenait les boues issues d'une mine de fer a rompu. Au-delà des 23 morts, c'est une région immense du Brésil qui a été ravagée. Un village entier a été englouti, 500 personnes ont perdu leur logement, des dizaines de personnes blessées... La vague de boue (40 millions de m³) s'est déversée dans le Rio Doce, le 5^e fleuve brésilien, et les particules les plus fines ont commencé à atteindre l'océan en pleine période de reproduction de nombreuses espèces. 500 000 personnes n'ont plus accès à l'eau potable, car toutes les stations de traitement sur le fleuve ne sont plus fonctionnelles. Les effets de la pollution vont se faire sentir pendant au moins 100 ans. C'est donc à juste titre que les Brésiliens ont surnommé cette catastrophe le



Après le Fukushima brésilien... DR

« Fukushima brésilien ». Cette rupture de barrage, la dixième de ce type au Brésil, est de loin la plus grave. Dans la même région, un autre

barrage est menacé. Pourtant cela aurait pu être évité car les résidus de mines peuvent être stockés à l'état sec de manière beaucoup plus sûre. Mais pour cela, il faut les traiter, ce qui induit un coût. L'opérateur de cette mine, Samarco, est une coentreprise de BHP (1^{er} groupe minier mondial) et Vale (3^e groupe minier mondial, l'une des plus grosses entreprises brésiliennes et récipiendaire du « Nobel de la honte » en 2012 qui « récompense » la pire société au monde...). Ces deux entreprises ont licencié 400 travailleurs à Mariana pour faire face à la baisse des cours des minerais et satisfaire leurs actionnaires. L'État brésilien ne s'est pas donné les moyens de contrôler son secteur minier et a décentralisé l'octroi des permis. Le gouvernement local a privilégié l'emploi, et encore aujourd'hui, la municipalité de Mariana ne veut pas que la mine ferme. Il y a plus de 4 000 barrages de ce type dans le monde, de plus en plus à risque du fait des techniques utilisées et des événements climatiques extrêmes dus au réchauffement climatique qui les fragilisent.

PORTUGAL Une nouvelle situation politique

Depuis les élections législatives qui ont eu lieu le 4 octobre dernier, la situation politique semblait verrouillée au Portugal. Le président de la République, Cavaco Silva (PSD, droite), vient finalement d'accepter de nommer Premier ministre António Costa, secrétaire général du PS.

On peut retenir trois faits marquants des dernières élections : la très forte et croissante abstention (44,1% contre 42% en 2011); la « victoire défaite » de la droite, la coalition du PSD et du CDS-PP arrivant en tête mais sans la majorité absolue (obtenant 36,9% des voix contre 50,3% en 2011); et la conquête par la gauche d'une majorité, notamment liée à la percée de la gauche radicale. Si le PCP n'a que très légèrement amélioré son score par rapport aux précédentes législatives (8,3% contre 7,9% en 2011), le Bloc de gauche est passé de 5,2% à 10,2% (et de 8 députés à 19). Cela est sans doute lié à la campagne dynamique et offensive – notamment concernant l'euro – menée par le Bloco et portée par des figures politiques nouvelles et devenues très populaires dans le pays (en particulier Catarina Martins et Mariana Mortágua). Si l'on ajoute les scores réalisés par d'autres listes à la gauche du PS, la gauche radicale portugaise parvient à environ 20% des suffrages exprimés.

Le PS se tourne vers sa gauche

Ces résultats ont provoqué une crise politique d'ampleur. Le PS a sensiblement progressé par rapport à 2011 (de 28% à 32,4%), et la peur d'un processus de « pasokisation » – c'est-à-dire la disparition quasi-totale du champ politique – l'a emporté sur la tentation d'une grande coalition avec la droite (qui était clairement le vœu de la bourgeoisie). Face à la brutalité antisociale des politiques menées par la droite, une majorité des votants ont exprimé l'aspiration à une rupture avec l'austérité. La gauche étant majoritaire au Parlement, le Bloco et le PCP ont engagé une démarche d'interpellation du PS pour l'obliger à se positionner clairement sur la question clé de l'austérité. Il semblait probable que le PS, parti qui avait impulsé des politiques d'austérité dès 2009-2010 (avant même les accords avec la troïka), se tournerait vers la droite plutôt que vers la gauche, comme il le fait depuis 40 ans. Le Bloco a ainsi posé trois conditions relatives

aux retraites, au droit du travail et à la sécurité sociale¹, impliquant pour le PS de revenir sur des points précis de son programme électoral. Étant parvenus, au terme d'un long processus de négociation, à un accord avec le PS sur des mesures d'urgence excédant largement les trois conditions posées initialement (l'accord inclut notamment le refus de toute privatisation nouvelle et l'arrêt des privatisations en cours, notamment des transports publics), le Bloco et le PCP ont accepté de soutenir au Parlement un gouvernement PS sans participation gouvernementale. D'ores et déjà, ont été votés il y a quelques jours au Parlement le droit à l'adoption pour les couples homosexuels et la suppression du ticket modérateur pour les femmes recourant à l'IVG.

Rompre avec l'austérité, vraiment

Cavaco Silva a tenté de passer en force, en imposant un gouvernement dirigé par Passos Coelho (PSD, droite), rejeté au Parlement par la gauche, puis en cherchant à tout prix à empêcher la formation d'un gouvernement PS soutenu par le Bloco et le PCP. Il a en particulier mis en avant le refus par ces derniers des « règles de discipline budgétaire auxquelles sont soumis les pays de la zone euro » et des « engagements internationaux du

Portugal » en matière de « défense collective » (faisant ainsi référence à l'appartenance du pays à l'OTAN). L'arrivée au pouvoir du PS, avec le soutien des partis à sa gauche (pour la première fois depuis 40 ans), ouvre clairement une nouvelle situation politique au Portugal. Si les mesures d'urgence sur lesquelles le PS s'est engagé sont effectivement mises en œuvre, cela soulagera les classes populaires, dont les conditions d'existence ont été profondément mises à mal depuis 2009. Reste que, comme le gouvernement Syriza-ANEL après son accès au pouvoir en janvier dernier, ce gouvernement va très rapidement faire face à d'immenses obstacles de la part des institutions européennes et de la bourgeoisie, portugaise et internationale, du moins s'il cherche véritablement à rompre avec l'austérité...

Surmonter ces obstacles supposera à l'évidence une relance des mouvements sociaux, mais aussi la mise en œuvre par la gauche radicale d'une stratégie permettant de gagner le soutien de larges franges de la population à un projet politique anticapitaliste.

Ugo Palheta

1 – Pour plus de détails, voir F. Louça, « Que va-t-il arriver après l'accord gouvernemental entre le PSP, le Bloc de gauche et le PCP? », sur le site de la revue Inprecor

IRAK : RETOUR SUR LES INTERVENTIONS IMPÉRIALISTES

Ces derniers jours, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, évoque des attaques non seulement contre Raqqa, fief du prétendu « État islamique » en Syrie – des raids aériens étant en cours et coordonnés avec la Russie –, mais aussi contre Mossoul en Irak...



Février 1991 quand les USA paraissent lors de la première guerre du Golfe. DR

Cette dernière ville, conquise par Daesh en juin 2014 sans trop de combats (l'armée irakienne, composée de soldats mal payés et démotivés, étant en large partie en fuite), est devenue le siège du prétendu « califat » proclamé par l'organisation il y a 17 mois. Certains observateurs prévoient par ailleurs une attaque de la ville de Mossoul par la voie terrestre d'ici quelques mois. Des forces gouvernementales irakiennes, étatsuniennes et autres, pourraient y participer. Au-delà de cette actualité militaire, se pose la question du sens politique des interventions militaires (au pluriel) dans cette région, qui se succèdent depuis 35 ans, mais qui n'ont jusqu'ici réglé absolument aucun problème. Et à chaque fois, les problèmes réels se sont même aggravés à court ou moyen terme, la naissance de Daesh en faisant partie.

Du jeu des grandes puissances...

En Irak, plusieurs guerres internationalisées se sont succédé. Baptisée la première guerre du Golfe, première grande guerre menée par des puissances extérieures à la région – après celle des Britanniques dans les années 1930 – était l'Opération « Tempête du désert » en janvier-février 1991, menée par une coalition conduite par les USA, avec participation notamment britannique et française. À l'époque, il s'agissait de limiter les ambitions régionales de la dictature de Saddam Hussein. Pourtant, celle-ci, appuyée sur des élites militaires arabes sunnites (oppressant la majorité chiite et le peuple kurde), avait bénéficié d'un large soutien des grandes puissances quand elle avait mené une guerre d'agression contre l'Iran à partir de 1980. L'Irak était alors présenté comme « un rempart » à une possible extension de la révolution iranienne, en réalité transformée en contre-révolution

sous Khomeini. Aussi, les USA, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne de l'Ouest dotèrent l'Irak d'une grande quantité en armes, dont des armes chimiques (utilisées contre les Kurdes à 40 reprises en 1987 et 1988). Mais l'Irak en sortit littéralement ruiné. Après la fin de la guerre contre l'Iran en 1988, les USA adoptèrent une politique de duplicité à son égard : d'un côté, l'administration étatsunienne déclarait qu'elle continuait à soutenir l'Irak, son allié régional ; de l'autre, elle poussait les monarchies du Golfe, grands prêteurs d'argent pendant la guerre, à réclamer un remboursement rapide et à inonder le marché du pétrole en augmentant leur production. Pris à la gorge financièrement, le régime irakien prit alors la décision de résoudre son problème en occupant son voisin koweïtien, pays petit par la taille... cela après avoir reçu, une semaine plus tôt, l'assurance de l'ambassadrice étatsunienne April Glaspie que les USA resteraient neutre. Mais la réponse à l'invasion du Koweït, en août 1990 fut l'arrivée d'une véritable armada de troupes des principaux pays impérialistes.

... à la politique du chaos

En janvier et février 1991, ces grandes puissances menèrent une guerre aérienne impitoyable sur l'Irak (150 000 morts selon l'opposition aux USA), mais elle ne chassèrent pas Saddam Hussein du pouvoir. Invitées par la coalition menée par les USA à se révolter contre le régime, les populations kurdes et chiites en payèrent un lourd tribut : des massacres qui coûtèrent au minimum des dizaines de milliers de vie... alors que les USA laissèrent le régime irakien violer les conditions du cessez-le-feu en faisant décoller ses avions militaires contre ces populations. La majorité de la classe politique étatsunienne considéra qu'il valait mieux garder le régime de Hussein comme « facteur de stabilité » pour contrer une

expansion de l'influence iranienne. Mais soumis à un embargo dur, le pays était saigné à mort, avec des centaines de milliers de disparus et un blocus économique qui n'affaiblit pas le régime (bien au contraire, il se renforça en contrôlant l'accès aux biens vitaux) mais affama la population... L'administration étatsunienne changea son fusil d'épaule après le 11 septembre 2001 : puisqu'il fallait définir un objectif de guerre qui semblait à portée de main, elle décida d'envahir l'Irak, menant cette fois-ci une guerre au sol. Celle-ci débuta le 20 mars 2003. Elle se berçait alors d'illusions profondes, s'attendant à ce que ses troupes soient accueillies en « libérateurs »... Elle ne géra pas l'effondrement complet de l'État irakien, construction de la puissance mandataire britannique après 1920. La domination des Arabes sunnites n'étant plus acceptée par la population, des milices confessionnelles se livrèrent une guerre sanglante, dont la première phase alla de 2003 à 2008. La puissance tutélaire étatsunienne fut si surprise qu'elle resta sans réponse. Après 2008, les USA commencèrent se retirer partiellement – après l'arrivée au pouvoir du président Obama –, alors que les partis confessionnels chiites commençaient à contrôler le gouvernement à Bagdad. Menant une politique discriminatoire à l'encontre de la minorité arabe sunnite (le miroir de celle menée par les élites sunnites de 1920 jusqu'à la chute du régime de Saddam), ils provoquèrent un soulèvement des sunnites. D'abord pacifique, empruntant les slogans du « Printemps arabe », ce mouvement fut réprimé de façon brutale. Puis enrôlant les sunnites en colère, Daesh a pris le relais... Une reprise en main des affaires par les secteurs de la population qui souhaite dépasser les clivages confessionnels pourrait ouvrir une autre perspective. **Bertold du Ryon**

Accompagnant son « virage sécuritaire », Hollande a décidé d'un virage en matière de politique étrangère. Après la décision le 8 septembre dernier de procéder à des frappes aériennes en Syrie, il vient d'abandonner, au lendemain des attentats du 13 novembre, le « Ni Bachar ni Daesh » pour se faire le champion d'une coalition élargie intégrant la Russie, amie de Bachar mais aussi de l'Iran.

Les bombardements décidés en septembre engageaient la France dans une nouvelle aventure militaire répondant plus au besoin de la politique intérieure de Hollande qu'à celui de combattre Daesh... Au besoin aussi de servir sa politique extérieure en lui permettant de trouver une place dans le jeu diplomatique alors que la France n'est pas en mesure de peser réellement dans la situation. La suite s'inscrit dans la même logique : une fuite en avant sécuritaire et militaire bien incapable tant de combattre Daesh que de prévenir les menaces terroristes.

Comment cet attelage hétéroclite de la grande coalition qui regroupe, sous la houlette des grandes puissances occidentales, l'Arabie saoudite, le Qatar ou le Turquie d'Erdogan, tous motivés par la défense de leur propre intérêt, aurait-il la moindre légitimité, la moindre crédibilité vis à vis des peuples qui sont leurs victimes ?

Obama, sans doute lui aussi touché par l'esprit de W. Bush, a déclaré depuis Kuala Lumpur : « Détruire l'État islamique n'est pas seulement un objectif réaliste, c'est une tâche que nous allons mener au bout. [...] Nous les éliminerons. Nous reprendrons les terres où ils sont, nous supprimerons leurs financements, nous traquerons leurs dirigeants, nous démantèlerons leurs réseaux, leurs lignes de ravitaillement, et nous les éliminerons. »

Au-delà de leurs implications, une éventuelle intervention au sol étatsunienne jusqu'ici écartée, ces discours va-t-en guerre ne peuvent que fournir des armes politiques aux djihadistes, au même titre que les bombardements aériens qui provoquent de multiples « dégâts collatéraux » : la mort de nombreux civils, la destruction d'hôpitaux, d'infrastructures civiles...

La guerre et la propagande militariste, xénophobe et raciste qui l'accompagne, combiné au soutien des régimes les plus réactionnaires, aux politiques libérales dans une région du monde où les inégalités sociales sont les plus criantes, ont produit le terrain sur lequel se développe l'État islamique. Ce dossier revient sur ces processus et leur histoire.

Yvan Lemaître

MOY

La
vainc
qu'

ORIGINES ET DÉVELOPPEMENTS DU



Une manifestation de Syriens anti-gouvernementaux à Homs en juillet 2011. DR

Le soulèvement populaire syrien, qui a débuté en mars 2011, s'inscrit dans les processus révolutionnaires de la région qui ont débuté tout d'abord en Tunisie et en Égypte à la fin de la l'année 2010 et début 2011.

C'est l'absence de démocratie et l'appauvrissement de plus en plus important de larges sections de la société syrienne, dans un climat de corruption et d'inégalités sociales croissantes, qui ont préparé le terrain à l'insurrection populaire, qui n'attendait plus qu'une étincelle.

La contagion révolutionnaire et le développement des groupes armés

Le soulèvement qui commence dans la ville méridionale de Deraa

va ensuite s'étendre progressivement pour toucher toutes les régions du pays, malgré la répression déployée par le régime qui a alors fait massivement usage de la force en ouvrant le feu sur les manifestants.

Dès le début de la révolution, les principales formes d'organisation ont été des comités de coordination populaires au niveau des villages, quartiers, villes et régions. Ces comités populaires ont été le véritable fer de lance du mouvement. Par la suite, dans les régions libérées du joug du régime, des conseils

populaires élus ont vu le jour pour gérer ces régions libérées. Plusieurs éléments vont ensuite favoriser l'apparition des groupes armés après plus de sept mois de manifestations et de résistance pacifique. En premier lieu, la répression violente du régime contre les manifestants pacifiques et contre les dirigeants du mouvement populaire, tués, arrêtés ou contraints à l'exil. Cela a radicalisé le mouvement et contribué à mettre en avant des militants plus enclins à résister par les armes. De plus en plus de groupes de citoyens ont

EN-ORIENT**La guerre ne peut
arrêter le terrorisme
elle engendre****SOULÈVEMENT POPULAIRE SYRIEN**

alors pris les armes pour défendre leurs manifestations et leurs domiciles contre les shabihas [militiens appointés par le régime, auteurs d'innombrables exactions], les services de sécurité et l'armée. En second lieu, le nombre croissant des désertions dans l'armée, en particulier de soldats du rang refusant de tirer sur des manifestants pacifiques. La réticence des soldats à tirer sur des manifestations pacifiques a provoqué de nombreuses mutineries et désertions.

Les puissances régionales à la manœuvre

À tout cela s'ajoute la volonté de courants politiques et/ou d'États, notamment des financements de donateurs privés des monarchies du Golfe, de financer des groupes armés spécifiques pour renforcer le soutien dont ils disposent ou construire les relais qui leur font défaut sur le terrain. Les monarchies du Golfe, avec à leur tête l'Arabie saoudite et le Qatar, ainsi que la Turquie, – auparavant tous proches du régime Assad – vont en effet soutenir les secteurs proches des frères musulmans et de l'opposition libérale opportuniste, tout d'abord organisé sous la houlette du Conseil national syrien (CNS), puis de la Coalition nationale de la Syrie. La Turquie a ensuite progressivement soutenu

directement ou indirectement des forces islamiques fondamentalistes, y compris Daesh, dans le nord de la Syrie, cela pour empêcher toute forme d'autonomie kurde sous direction du PKK syrien, le PYD. Pour les monarchies du Golfe, l'objectif était surtout de transformer la révolution populaire syrienne en guerre civile confessionnelle. La libération par le régime d'Assad de groupes importants de djihadistes et d'islamistes lors des premières amnisties en mai-juin 2011 – qui normalement devaient permettre la libération des manifestants et prisonniers politiques – a également renforcé le processus de militarisation de la révolution syrienne. De plus le régime Assad va laisser délibérément se développer les groupes islamiques fondamentalistes, tout en continuant la répression massive des activistes et bataillons démocratiques de l'Armée syrienne libre (ASL), cela afin de ternir la révolution démocratique syrienne.

Bachar protégé par les grandes puissances

Depuis le début du soulèvement en Syrie, les objectifs des États-Unis et des puissances occidentales n'ont jamais été d'assister et d'aider les révolutionnaires syriens ou de renverser le régime d'Assad. Selon les lignes directrices de Genève le

30 juin 2012, adoptées à l'unanimité par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, il serait même admissible qu'Assad soit à la tête d'un gouvernement d'administration de transition... Les attentats de Paris le 13 novembre, l'intervention impérialiste militaire russe débutée fin septembre, ainsi que la « crise » des réfugiés, ont encore renforcé la position du régime d'Assad et ses alliés et une solution pour une transition politique dans laquelle Bachar el-Assad aurait toute sa place. Les internationalistes du monde entier devraient continuer à soutenir l'espoir qui existe et résiste en Syrie, avec les divers groupes et mouvements démocratiques et progressistes opposés à tous les acteurs de la contre-révolution, le régime d'Assad et les groupes fondamentalistes islamiques. Ce sont eux qui maintiennent encore les rêves du début de la révolution et de ses objectifs: contre le confessionnalisme, pour la démocratie, la justice sociale et l'égalité. Comme il était écrit sur la pancarte d'un révolutionnaire dans la ville de Zabadani: «*Les révolutions ne meurent pas, même si réprimées féroce-ment. Elles sont l'engrais de la terre et donnent vie, même après un certain temps*»...
Joseph Daher

L'ÉTAT ISLAMIQUE, SYMPTÔME D'UNE CRISE DE LA DOMINATION RÉGIONALE

Daesh ? Le nom court sur toutes les lèvres depuis plusieurs mois, a fortiori depuis les attentats de Paris...

L'État islamique contrôlé une zone plus étendue que la Grande-Bretagne, abritant entre 8 et 10 millions d'habitants, et a multiplié les attaques hors de ses « frontières » au cours des derniers mois, de Beyrouth à Charm el-Cheikh en passant par la Tunisie et la Turquie. Il est ainsi devenu une source inépuisable d'articles de presse et d'interventions d'« experts », mais aussi de rumeurs et de fantasmes. Pure incarnation de la « barbarie absolue », « créature » des États-Unis, expression du caractère « retardataire » des sociétés arabes... Qu'en est-il exactement ?

Le berceau de Daesh : l'Irak ravagé

Le développement de Daesh ne peut être compris comme la simple expansion d'une idéologie prônant une vision et une application particulièrement réactionnaires de l'islam. Le fondamentalisme islamique, y compris dans ses versions les plus violentes et les plus rétrogrades, n'est pas né au cours des dernières années : il suffit pour s'en convaincre de jeter un œil du côté de la péninsule arabique, où l'Arabie saoudite et les Émirats du Golfe en ont fait depuis des décennies un instrument de politique intérieure et étrangère. Comprendre le développement de Daesh implique donc de s'interroger sur les conditions matérielles qui l'ont rendu possible, en observant les évolutions à l'œuvre dans la région. Et l'un des premiers éléments à prendre en compte est bien entendu l'impact des interventions extérieures dans les pays arabes, qu'il s'agisse des expéditions militaires ou du soutien sans faille apporté par les pays occidentaux à des régimes autoritaires qui ont systématiquement éliminé toute opposition progressiste et favorisé, directement ou non, la contestation intégriste. La destruction de l'Irak est ainsi l'un des facteurs explicatifs essentiels du développement de Daesh, qui

n'est pas né en Syrie ou en Arabie saoudite, mais sur les ruines d'un pays ravagé par les interventions militaires. C'est en effet dans les prisons étatsuniennes et dans les villes et villages sunnites frappés par les armées étrangères ou par leurs supplétifs chiïtes irakiens que les premières cellules de ce qui deviendra Daesh se sont formées dès le milieu des années 2000. À l'été 2014, alors que l'État islamique prenait rapidement le contrôle de plusieurs provinces irakiennes, on « découvrait » ainsi la présence importante d'anciens officiers de Saddam Hussein dans l'appareil politico-militaire de Daesh, d'Abou Abdou Rahman al-Bidawi, à la direction des opérations militaires, à Abou Ahmed al-Alwani, nommé « gouverneur » de la province d'Al-Anbar, en passant par Saddam al-Jamal, nommé « gouverneur » de la province de Deir el-Zor en Syrie.

Une crise de la domination dans la région

Cette présence en nombre indique que le moteur du développement de Daesh n'est pas la seule radicalisation religieuse, mais aussi la volonté de s'opposer aux politiques imposées par les pays occidentaux et leurs alliés régionaux. Le régime irakien pro-occidental installé en 2004, par sa politique de marginalisation des Sunnites (dominants sous Saddam Hussein), de répression sanglante de toute contestation et d'alliance avec l'Iran a largement contribué à légitimer la rhétorique et les actions de Daesh, certaines régions sunnites accueillant même l'État islamique en libérateur. Ainsi, si l'idéologie religieuse est au cœur du projet et du discours de Daesh, elle vient en réalité se superposer à d'autres dimensions : sociales, politiques, économiques. Le développement de l'État islamique est l'expression d'une crise de la domination dans la région, mise en évidence par les soulèvements de 2010-2011, et de l'incapacité des régimes en place et de leurs parrains impérialistes à ramener le calme et la stabilité. Daesh s'est ainsi construit sur un double échec : celui des soulèvements arabes confrontés à la contre-révolution, mais aussi celui des forces contre-révolutionnaires institutionnelles, qu'il s'agisse des régimes ou de l'islam politique.

C'est à ce titre que l'on ne peut manquer de remarquer que l'État islamique trouve une partie de sa force d'attraction dans son rejet de frontières et de centres politico-administratifs issus d'un partage colonial et d'« indépendances » ne remettant pas en question l'hégémonie impérialiste dans la région. Ainsi, et ce quand bien même l'État islamique a repris à son compte le pire des formes locales de domination (idéologie réactionnaire et pratiques autoritaires), il apparaît pour des dizaines de milliers de jeunes frustrés par l'échec des soulèvements de 2010-2011 comme une « nouveauté » au sein d'un dispositif régional figé depuis des décennies.

Jusqu'à quand ?

Daesh bénéficie aujourd'hui d'un véritable trésor de guerre : on évoque un budget annuel se situant entre 2,5 et 3 milliards de dollars. Levée de l'impôt, rançonnage des commerçants, prises d'otages, trafic d'être humains... Autant de sources de financement pour l'État islamique, qui dispose en outre de ressources pétrolières lui assurant une rente à peu de frais. Quand bien même et contrairement à certains fantasmes, l'essentiel des ventes de pétrole se fait au sein des territoires contrôlés par l'État islamique : un marché captif, avec des populations contraintes au quotidien (carburant, fioul, etc.) de se fournir auprès des contrebandiers de Daesh ou de leurs intermédiaires. L'État islamique continue en outre de bénéficier du soutien plus ou moins discret de notabilités et de groupes informels en Arabie saoudite et dans les Émirats, qui voient dans l'expansion de l'État islamique un moyen de contrer le rival (chiïte) iranien. Telle est l'autre tragédie à laquelle sont confrontés les peuples de la région : quand bien même les pays impérialistes prétendent vouloir en finir avec Daesh, leurs alliés régionaux sont loin de le considérer comme l'ennemi à abattre. De la Turquie d'Erdogan, ravie de voir les Kurdes confrontés à l'État islamique, en passant par les pays du Golfe, dont l'idéologie est proche de celle de Daesh, en passant par l'Irak dirigé par des Chiïtes peu intéressés à reconquérir des zones sunnites hostiles, les puissances régionales font, de facto, le jeu de l'État islamique. Il s'agit donc de refuser toute vision schématique : ennemi des peuples de la région, Daesh est l'expression de la faillite d'un système de domination au service des pays occidentaux et de leurs alliés régionaux. L'opposition sans faille à Daesh ne peut faire abstraction des conditions socio-historiques de son développement : s'allier aux régimes autoritaires de la région et entretenir le chaos militaire, c'est rendre service à l'État islamique. Ainsi, quand bien même cela signifie se situer à contre-courant, seule une politique de soutien aux peuples et aux groupes qui luttent tout à la fois contre Daesh et contre les régimes autoritaires pourra permettre d'entrevoir une éclaircie dans un ciel régional décidément bien sombre.
Julien Salingue

RÉÉDITION DE MEIN KAMPF

CHARMA6

TRAVAIL DOMINICAL

Les affaires continuent

Pas de délai de décence: les grands magasins ont bien ouvert leur porte au lendemain des attentats meurtriers de Paris...

Il aura fallu attendre midi pour que, suite à l'absence de nombreux salariéEs encore sous le choc, à l'intervention des représentantEs du personnel ainsi que celle de la préfecture, ils se décident à baisser leur rideau ainsi que dimanche. Pas d'état d'urgence non plus au Sephora des Champs-Élysées qui a rouvert de nuit le 16 novembre dernier en application de la loi Macron. À la Fnac, deux employéEs font partie des victimes du Bataclan, ce qui a provoqué une émotion considérable parmi le personnel, émotion bridée par la direction. Mais la négociation sur le travail dominical a repris sous la forme d'un marathon, avec plusieurs jours de réunions d'affilée dès cette semaine. Cette négociation se tient sur fond de confirmation du rachat de Darty, une opération qui risque non seulement d'aboutir à des suppressions de postes dans les services centraux mais aussi à des fermetures de magasins, compte tenu de la proximité entre certains d'entre eux et des règles en matière de concurrence.

Bazar syndical

Au BHV, une consultation du personnel s'est tenue du 20 au 22 novembre, un préalable à l'application d'un accord principalement négocié par le syndicat SUD de l'entreprise. Le choix de la raison selon ce syndicat, compte tenu que la négociation de branche en cours risque d'aboutir au moins-disant social... alors qu'il est avéré que cette négociation est plus que jamais compromise. Respectivement première et troisième organisation, la CGT et la CFTC ont, elles, fait campagne pour le Non, ce d'autant que l'accord, tout comme celui proposé par l'UCV, prévoit entre autres une majoration de salaire dégressive à partir du quinzième dimanche travaillé. Plus encore, on ne peut être que troublé quand on lit, dans le tract d'appel de SUD à l'approuver, l'argument suivant : « La situation financière du BHV n'est pas saine, les perspectives d'évolution du chiffre d'affaire à court terme vont être lourdement impactées par les attentats. Il est de notre responsabilité d'essayer d'assurer au mieux la pérennité de nos emplois. »

Sur fond de participation massive, le non l'a pourtant emporté à 640 voix contre 627, SUD BHV annonçant qu'il ne signerait pas l'accord. Ce résultat légitime la poursuite de la lutte contre l'application de la loi Macron : d'ailleurs, plusieurs syndicats, dont ceux du CLIC-P, ont déposé cette semaine des recours, tant à l'encontre du décret que des arrêtés définissant les zones touristiques internationales (ZTI) sur Paris.

LD

SOLIDARITÉ MIGRANT-E-S

Ce front qui a ouvert la brèche dans l'état d'urgence!

Ils et elles étaient à République ce dimanche, des centaines, pour des hommages aux victimes des tueries. Quand le cortège, venu de Bastille, est arrivé en scandant « Liberté », ils et elles ont applaudi. Mais aussi les deux autres slogans, « Solidarité avec les réfugiéEs, avec les sans-papiers » et « État d'urgence, État policier, on ne nous empêchera pas de manifester ».

Un peu plus d'une heure auparavant, à Bastille, la confiance était montée avec le gonflement du nombre de manifestantEs: un cortège significatif du NPA, Sud éducation, le service d'ordre de Solidaires... Une vingtaine de réfugiés afghans du campement évacué de République, des sans-papiers de la CSP75. Et des dizaines et des dizaines de ceux et celles qui ont participé au mouvement de solidarité depuis des mois. Et des membres de l'UJFP, du DAL, d'Ensemble, d'AL, de la CNT, des militantEs antifascistes et des militantEs des quartiers et contre les violences policières... Entre 500 et 700 personnes venuEs dire que c'était la réponse, en solidarité avec les migrantEs. Malgré l'interdiction. Plusieurs centaines de manifestantEs sont alors partis en cortège vers République. À plusieurs reprises, le dispositif policier, assez light il faut le dire et avec sans doute des ordres pas très clairs, a été débordé. Sans jamais arrêter les slogans. Ni les manifestantEs. Se rassembler, manifester, ces expressions de solidarité avec les migrantEs, de refus de toute restriction des libertés étaient les meilleures réponses aux tueries. Car Daesh et le pouvoir ont au moins un but commun : nous interdire la rue, limiter nos libertés, nous faire peur.

Le front des migrantEs

Ce n'est pas un hasard si le premier front qui a tenu puis réussi à faire sauter une digue dans l'état d'urgence est celui où les risques étaient les plus grands: la solidarité avec les migrantEs. D'une part parce que ce mouvement ne cesse de braver et de défier les autorités depuis plusieurs mois. D'autre part parce que l'antagonisme avec l'état d'urgence y est direct. À qui fera-t-on croire que la multiplication des contrôles, dans



les transports et dans la rue arrêtera les membres organisés d'une structure préparant des attentats? Cela augmente par contre considérablement les risques de tout déplacement pour les sans-papiers et les réfugiés. Avec l'état d'urgence le système des frontières prend toute sa signification: il n'est pas seulement une entrave à la liberté de circuler entre les pays, il développe ses tentacules à l'intérieur des pays. L'espace qu'il interdit n'est pas uniquement

l'espace physique du déplacement, il est aussi celui des expressions et des contestations. Contre les migrantEs mais, de fait contre tous les Noirs et les Arabes, il définit un espace idéologique raciste - celui de « l'union nationale » - qui cherche paradoxalement à abolir certaines frontières qui n'ont rien de géographiques: les frontières de classe. C'est pour cela que son territoire privilégié est celui du privé: restez chez vous, là où vous êtes atomisés, là où l'idéologie dominante vous parle via la télé et la radio.

Et maintenant?

La police a transmis au procureur les identités de 58 manifestantEs accusés de « ne pas avoir respecté l'interdiction de manifester ». Si cela se confirme, nous serons touTEs des « braveurs et



À Bastille ce dimanche, personne dans la rue? PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

braveuses d'interdiction ». L'appel à un rassemblement contre l'état d'urgence, à République ce jeudi 26 novembre, a déjà commencé à circuler. Et la brèche ouverte doit s'élargir avec le maintien de nos capacités à manifester, que ce soit au côté des salariéEs d'Air France ou à l'occasion de la COP21.

La solidarité autour des migrantEs est aussi plus que jamais nécessaire. Les migrantEs qui sont à la rue sont plus en danger que jamais. C'est particulièrement le cas à Calais. Et celles et ceux qui sont dans des centres, outre les conditions indignes pour certains, voient leurs perspectives de régularisation plus fragiles encore. Tout comme c'est le cas pour les sans-papiers.

Cette solidarité engage le monde que nous voulons. Celui de la guerre entre les peuples et entre les religions, qui est celui des nationalismes et de la fermeture de toutes les frontières? Ou celui qui unit les dominéEs contre les dominants, contre la guerre, pour l'ouverture de toutes les frontières qu'on nous impose?

Pour notre part, nous avons choisi. Regardez les photos, les vidéos: à Bastille, à République, ce dimanche ce n'était pas la peur qu'on lisait sur les visages mais la joie d'avoir, ensemble, montré que tout n'était pas perdu. Le plus grand défi à tous ceux qui veulent assassiner la liberté, le meilleur hommage à tous nos morts.

Denis Godard

LA POSTE 92 Dialogue en mode Vigipirate avec les grévistes

La mobilisation continue. Et la direction utilise tous les moyens pour tenter de brèche la combativité des grévistes.

D'un côté, elle refuse toute discussion avec les grévistes. De l'autre, elle joue la division, cède un peu sur un centre, fait mine de reporter les décisions sur un autre, temporise, et mise sur l'essoufflement de la mobilisation. Ainsi, vendredi dernier, refusant de rencontrer les postierEs, la direction prétextait le plan Vigipirate pour chasser les grévistes de la direction départementale... Au même moment,

elle utilisait un recours devant les tribunaux, après avoir été condamnée pour refus d'expertise du CHSCT, une expertise pourtant de droit dans le cadre d'une réorganisation importante.

La grève dure... très dure? La direction de La Poste joue la montre en espérant que les retenues sur salaires qui viennent d'être opérées entraînent des reprises du travail en série. Peine perdue: même si de nombreuses paies sont entre 500 et 700 euros ce mois-ci, même

si la direction s'est arrangée dans certains cas pour retenir plus de jours de grève que le nombre effectivement faits, la grève tient. Autour des postiers de Neuilly-sur-Seine, c'est un réseau de luttes qui se maintient, de La Garenne-Colombes à Gennevilliers en passant par Colombes et Levallois.

R. P.

Fête de soutien aux grévistes
samedi 28 novembre à partir de 20h30, à Nanterre (lieu à préciser)



Pour soutenir financièrement les grévistes, chèques à l'ordre de SUD Poste 92, à envoyer à SUD Poste 92, 51 rue Jean Bonal, 92250 La Garenne-Colombes (avec la mention « Solidarité grève » au dos).

AIR FRANCE Faire le procès des vraies violences faites aux salariés

À Air France, le révélateur qu'a constitué la geste de la chemise arrachée du DRH continue de produire ses effets...

Ainsi la rumeur qui s'est rapidement propagée: De Juniac, PDG d'Air France-KLM, en pleine crise liée aux attentats, serait parti en première pour New York aller faire la fête avec acteurs de cinéma et journalistes, et se faire remettre un prix par Mme Lagarde, son ancienne patronne au ministère des Finances... Un voyage bien réel, mais pas avec des acteurs, et surtout motivé par le désir de la direction d'Air France de faire une tournée

mondiale pour essayer de redresser son image de marque. Las, la tournée a viré court, avec la prise d'otages de Bamako au Mali et la présence de l'équipage Air France dans l'hôtel. De Juniac a été obligé de prendre le premier avion pour accueillir à leur retour sur Paris pilotes, stewards et hôtesse, heureusement sains et saufs. Il a joué la comédie du dirigeant préoccupé du sort de ses salariéEs... Ces mêmes salariéEs qu'il menace de licenciement par milliers!

BUDGET Hollande s'en va-t-en guerre

François Hollande a lâché une formule : « le pacte de sécurité l'emporte sur le pacte de stabilité ». Cela n'annonce aucun vrai tournant dans la politique économique française.

Cinq mille postes doivent être créés dans la police et la gendarmerie en deux ans, 2500 dans la justice (notamment dans l'administration pénitentiaire) et 1000 dans les douanes, cela pour faire face au renforcement des contrôles aux frontières. Par ailleurs, la réduction prévue des effectifs militaires est stoppée. Mais ce qui risque de coûter le plus cher, ce sont les opérations militaires extérieures, en Syrie et ailleurs.

Dans la période récente, aiguillonné par le Medef, le gouvernement est resté sourd aux dégâts de l'austérité et à leurs conséquences : persistance d'un chômage élevé, montée de la misère et du nombre de sans-logis. Les services publics se dégradent dans de nombreuses communes. Les queues aux bureaux de poste s'allongent, notamment dans les banlieues populaires où la poste a un rôle social important. Les associations qui créent un peu de lien social ont vu leurs crédits rognés et ont dû supprimer des emplois. L'imagination fertile du ministère des Finances est même allée jusqu'à imaginer de réduire l'allocation des handicapés des intérêts de leur livret de caisse d'épargne. On pourrait multiplier les exemples.

Certes, les racines de Daesh ne se trouvent pas sur le territoire français. Mais ne pas lutter autrement qu'en paroles contre la misère sociale et les discriminations ne favorise évidemment pas le combat nécessaire contre l'écho du djihadisme chez certains jeunes sans repère.

Mais pour Hollande, jusqu'à présent, la priorité était avant tout de financer les quelque 40 milliards d'euros de cadeaux aux patrons (au Pacte de compétitivité de 2012 s'est ajouté le Pacte de responsabilité de 2014) tout en avançant dans la remise en cause des acquis sociaux et en respectant le pacte de stabilité européen. Maintenant, pour financer la réponse guerrière aux crimes du 13 novembre, l'argent est sur la table. Et la Commission européenne a donné sa bénédiction aux annonces françaises...

Des illusions à gauche

Certains à gauche se sont réjouis de la formule de Hollande. C'est le cas notamment de Jean-Luc Mélenchon qui a loué la « très bonne remise en cause de la politique budgétaire », ainsi que Pierre Laurent. Pourtant, « le pacte de sécurité » ne l'emporte en fait en rien sur la politique économique de casse des acquis sociaux au service des plus riches. Pour l'instant, on ne parle que de 600 millions d'euros de dépenses supplémentaires en 2016. Le pacte de stabilité ne serait donc pas vraiment remis en cause.

Mais ce chiffre pourrait bien être dépassé : faire la guerre coûte cher, comme le montre



Pas d'austérité pour le Rafale et ses engins de morts... PHOTOTHÈQUE ROUGE/THOMAS MITCH

l'exemple d'un raid aérien. Le coût d'une heure de vol de Mirage 2000 ou de Rafale dépasse 10 000 euros hors carburant (et pourrait atteindre 40 000 euros carburant compris pour le Rafale, plus coûteux). Le prix d'une bombe peut aller jusqu'à 200 000 euros pièce. Lors des raids au-dessus de la Syrie, environ vingt bombes par nuit sont à chaque fois larguées. Un tel bombardement avoisinerait en moyenne 2 millions d'euros...

Les dépenses pourraient donc augmenter plus qu'annoncé par le ministre des Finances, Michel Sapin. Bush junior avait fait du déficit pour financer ses guerres en Irak et en Afghanistan (et baisser les impôts des hauts revenus) : en quoi était-ce progressiste ? Même si la brèche faite au pacte de stabilité devait s'élargir, cela ne signifierait pas un virage à gauche de ce gouvernement PS-Medef.

Henri Wilno

SNCF Après les élections, préparer les mobilisations

Les élections professionnelles à la SNCF viennent de se dérouler le jeudi 19 novembre, soit quelques jours après les attentats de Paris.

La direction avait multiplié les manœuvres en faveur des syndicats UNSA et CFTD, syndicats signataires d'accords félons. Tentative d'imposer le vote électronique et regroupement de quatre votes (délégués du personnel, comité d'établissement, conseil d'administration et conseil de surveillance) visant à brouiller les enjeux n'ont pas suffi à bousculer la répartition des voix entre les syndicats de cheminotEs.

Du fait notamment d'une organisation calamiteuse, les 160 000 salariéEs du groupe ont un peu moins voté que lors du dernier scrutin de 2014 (68,65 contre 69,37%). Si la CGT reste majoritaire, c'est avec la poursuite de son érosion électorale (34,33% contre 35,7% en 2014). Sud Rail reste quasi stable, à 16,3%.

Défendre le service public et les conditions de travail

Réunis, ces deux syndicats conservent leur droit d'opposition, avec 51,1% des voix. C'était le principal enjeu de ces élections, et donc un échec pour la direction, cela à quelques mois des négociations du nouveau cadre social prévues d'ici l'été 2016, et du nouvel accord de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (GPEC).

Le pôle « réformiste », UNSA (23,86%) et CFTD (15,15%), progresse légèrement, à 39,01%, et ils peuvent donc à deux signer des accords... La liste FO-CFE-CGC et First, ne passe toujours pas la barre des 10%, seuil au-delà duquel la liste est considérée comme représentative. Cette stabilité électorale ne suffira pas à bloquer les projets



Prendre les bons rails, ceux de la contestation... PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

gouvernementaux. La mobilisation des cheminotEs reste donc la seule garantie pour préserver en toute sécurité un service public répondant aux besoins et défendre les conditions de travail des salariéEs.

Robert Pelletier

PARIS HABITAT NETTOYAGE Les grévistes d'OMS ne lâchent rien



Toujours là ! DR

Depuis le 21 septembre dans le 20^e arrondissement de Paris, 53 grévistes de la société de nettoyage OMS Synergie tiennent bon face à un patron voyou qui n'arrête pas de les harceler.

Après des refus répétés de la part du patron de négocier sur leurs revendications, les salariéEs sont partis en grève pour améliorer leurs conditions de travail, pour des augmentations de salaires et pour le simple respect du code de travail, bafoué depuis des mois par une grosse société (5 000 salariéEs en France) qui a largement les moyens de satisfaire les revendications (voir *L'Anticapitaliste* n°310). OMS a été choisi par Paris Habitat, le bailleur de HLM de la ville de Paris gérée actuellement par le PS, le PCF et ÉELV, pour nettoyer ses immeubles. Il est donc d'autant plus scandaleux que les salariéEs travaillent dans des conditions dignes d'un autre âge – heures supplémentaires non payées, carte de transport très partiellement remboursée, prime de salissure non versée... Les salariéEs doivent même fournir eux-mêmes les gants de protection et les produits d'entretien, voire emprunter des balais aux gardiens d'immeuble ! Et au lieu d'être payé à la fin du mois, la paie tombe le 18 du mois suivant. Enfin, sur la fiche de paie d'une quinzaine de salariéEs, on trouve le même numéro de sécurité sociale fantaisiste (1999).

Répression patronale

Depuis le début, les grévistes campent sur une place située à côté de leur travail. Le patron a appelé la police en accusant les grévistes de violences... Mais la police a découvert que ce n'était que des mensonges et l'inspection du travail a pu constater l'emploi illégal de contractuels pour briser la grève.

Le 2 novembre, les salariéEs ont été assignés devant le tribunal pour entrave à la liberté du travail. Le juge a refusé l'expulsion du campement et a nommé un médiateur, mais le patron traîne les pieds pour collaborer. À la place, il a ouvert une procédure de licenciement contre les deux délégués élus et syndiqués à Sud Nettoyage. Convoqués à l'inspection du travail dans le Val-d'Oise le 10 novembre, les délégués ont démonté les rapports contradictoires du patron, et attendent une réponse d'ici le 23 décembre.

Beaucoup de gens du quartier, dont des résidentEs des immeubles concernés par la grève, ont apporté de l'argent et de la nourriture aux grévistes. Leur lutte continue et nous donne une véritable leçon de courage et de détermination. Ils et elles ont besoin de notre soutien.

Ross Harrold

Pour plus d'informations sur la grève, consulter le

site très fourni de la CGT : <http://www.ulcgt11.fr/>

GREVE-DES-SALARIES-DU-NETTOYAGE-DE-PARIS-HABITAT

Un début de mise en pratique est là, avec l'annonce du licenciement des 5 salariéEs du Fret Cargo et de un de la Maintenance Avion, tous mis en cause dans la bousculade du 5 octobre. Le gouvernement et le patronat ne leur pardonnent pas ce crime de lèse-majesté, de peur qu'il fasse école et montre la voie de la révolte, voire de la révolution. La violence de la politique patronale quoi. Mais dans le même temps la direction a dû reculer sur l'application du plan, offrant de négocier jusqu'en janvier 2016, alors qu'à l'origine tout devait être mis en œuvre dès ce mois d'octobre...

Le choc et l'horreur des attentats ont temporairement gelé la situation. Les débrayages les 19 et 20 novembre en soutien aux collègues licenciés ont été très minoritaires. Cela avec des discours parfois surprenants, tel le secrétaire de section

CGT à l'industriel expliquant devant les 80 grévistes que la direction avait choisi au hasard les salariéEs incriminés grâce à des vidéos où l'on ne voyait pas grand-chose, mais qu'elle avait fait erreur, car ce n'était pas eux les vrais coupables... Comme si les vrais coupables, ce n'était pas ces patrons qui veulent régner par la terreur sur les salariéEs et les répriment impitoyablement en cas de révolte.

Ce 2 décembre, répondre à l'offensive de la direction

Pour autant, l'intersyndicale centrale reste unie et s'est adressée à la direction lors du Comité central d'entreprise du 19 novembre, lui demandant de lever les licenciements et sanctions en signe d'apaisement. Un CCE que la direction a délocalisé à Paris, gardé par de nombreux vigiles... La direction, plus préoccupée

de profiter du climat de guerre pour poursuivre son offensive anti-ouvrière, n'a pas saisi l'occasion d'apaiser le climat au risque de dégrader encore un peu plus son image déjà bien terne.

Un personnel au cœur des attaques patronales, mais aussi cibles potentielles des attaques terroristes.

L'intersyndicale appelle à venir manifester le 2 décembre devant le tribunal de Bobigny lors du procès des 5 du secteur cargo : pour en faire le procès des vraies violences faites aux salariéEs ; pour que le bien-être social soit la réponse à la crise que nous traversons.

La réponse patronale est la guerre, et elle s'alimente du terrorisme de mort de Daesh. Ainsi, la police a déclenché des perquisitions dans plusieurs entreprises de l'aérien, fouillant les vestiaires des salariéEs. Au Cargo Air France, chez Federal



Après le 22 octobre, une nouvelle initiative dans l'unité ce mercredi 2 décembre. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Express, dans l'entreprise de restauration aérienne Servair, une autre filiale d'Air France... Tout cela pour trouver au final quelques tapis de prière, ainsi que des produits de l'entreprise qui va ainsi porter

plainte pour vol ! L'état d'urgence et la lutte antiterroriste, autant d'occasions pour nos gouvernants de reprendre l'offensive, aussi pour terroriser les salariéEs.

Correspondant

Les comités en action!

Châteauroux (36) Journée de rencontre et de débat avec Philippe Poutou. Jeudi 19 novembre, le NPA 36 tenait, pour commencer, à organiser une rencontre entre Philippe Poutou et Nicolas Dubreu, représentant CGT de la centrale d'appels Armatis, dont les salariéEs ont fait plusieurs jours de grève les mois précédents pour des augmentations de salaires. Ceux-ci ont pu discuter pendant une bonne heure des conditions de travail dans l'entreprise.



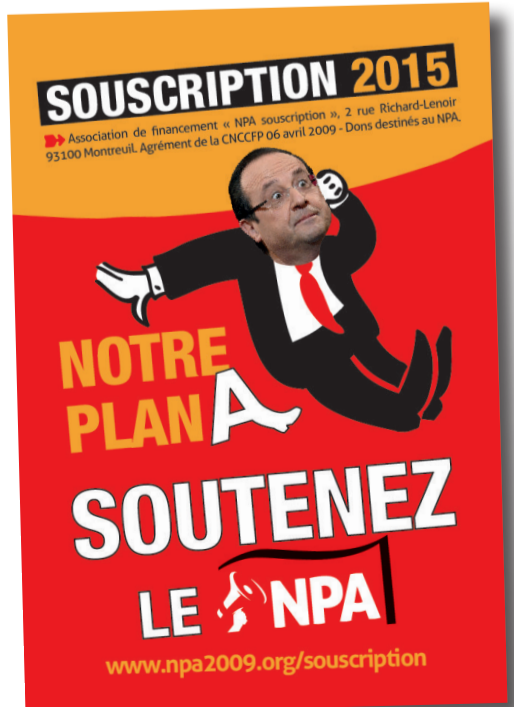
En fin de journée, entre 30 et 40 personnes ont participé à notre réunion publique avec Philippe autour des grands sujets qui font l'actualité: terrorisme, union nationale, état d'urgence... Nous avons pu exprimer notre vision internationaliste, antifasciste et anticapitaliste. La relation terrorisme-impérialisme a bien été démontrée et chacun a pu intervenir sur ce qui était évoqué.

Les discussions sur la COP21 et les luttes sociales n'ont pas pour autant été oubliées. Nous avons d'ailleurs rappelé l'importance de faire converger les luttes avec toutes les forces qui souhaitent renverser ce système qui sème la misère et la guerre.

Cette réunion a permis de voir ou revoir certains camarades des départements alentours venus pour l'événement. La soirée s'est terminée par un petit apéritif dînatoire dans la convivialité.

Strasbourg (67) Réunion publique sur le climat avec Christine Poupin. Vendredi 20 novembre, une quarantaine de personnes ont participé à la réunion publique sur le climat organisée par le NPA local. Y sont intervenus notre porte-parole et membre de la commission nationale écologie, Christine Poupin, ainsi que Paul Guillibert, doctorant spécialiste des rapports entre marxisme et histoire environnementale et membre d'Ensemble. Malgré une conjoncture assez peu propice à ce type d'événement, le débat fut riche et constructif.

Partant de la place de l'écologie dans la gauche radicale et des écueils théoriques qui la guettent, il a bien été rappelé que la « crise climatique et



État d'urgence climatique, toujours!

Le gouvernement instrumentalise les attentats du 13 novembre et surfe sur l'inquiétude légitime de la population. Utilisant l'état d'urgence, il a commencé par faire pression sur les organisateurs pour obtenir d'eux l'annulation des manifestations pour s'épargner d'assumer l'interdiction.

Les déclarations d'Attac, d'Alternatiba ou d'autres organisations montrent que ce ne sera pas si facile de nous faire taire et de faire disparaître toutes contestations face à la COP21. Ainsi, la coordination européenne d'Alternatiba se prononce pour « le maintien du rassemblement populaire prévu le samedi 12 décembre » et « appelle tous ceux qui avaient programmé leur montée sur Paris les 11 et 12 décembre à maintenir leur choix, quelles que soient les annonces ou velléités d'interdiction du gouvernement ».

Les manifestations à Paris les 29 novembre et 12 décembre sont interdites, mais il est hors de question d'annuler notre mobilisation contre les crimes climatiques. Les irréductibles opposants préparent déjà un plan B. À Paris ce dimanche 29 novembre, cela prendra ainsi de multiples formes: installations artistiques visuelles et sonores, rassemblements... D'ores et déjà de nombreuses organisations appelle à maintenir les initiatives

prévues. Notre détermination est forte et notre imagination pour déjouer l'arbitraire peut et doit être fertile. Les deux convois de tracteurs, vélos... partis ce samedi 21 novembre de Notre-Dame-des-Landes et de Bure convergeront bien à Paris le samedi 28 novembre. Et dans toutes les villes et régions où les manifestations pourront se tenir, elles devront être le plus massives possible.

12 décembre: la mobilisation internationale maintenue

Comme prévu, le Village des alternatives se tiendra les 5 et 6 décembre à Montreuil: Sommet citoyen pour le climat qui sera l'occasion d'échanger et débattre autour des initiatives,

analyses et solutions portées par les luttes du monde entier; village mondial des alternatives organisé par Alternatiba; marché paysan de la Confédération paysanne...

Du 7 au 11 décembre, la Zone d'action climat (ZAC) sera installée en permanence au Centquatre, (5 rue Curial) dans le 19^e arrondissement de Paris, et sera un espace pour faire converger les réseaux militants du monde entier, les artistes, mais également toutes les personnes souhaitant s'informer et s'enrichir autour d'activités culturelles. Tous ces temps et tous ces lieux seront l'occasion de discuter et de construire collectivement les suites, à commencer par les actions du samedi 12 décembre à Paris pour lesquelles



la Coalition maintient l'appel à une mobilisation internationale, appel dont elle est en train de revoir les modalités.

Rien ne nous empêchera de faire entendre nos voix pendant la COP21. Comme l'affirme Maximes Combes, membre d'Attac France, « l'état d'urgence climatique nécessite des ruptures, pas des initiatives anecdotiques ou dérisoires. Pas d'être à la remorque d'États et de gouvernements défaillants ». L'enjeu est plus jamais de construire ensemble le large et puissant mouvement international pour la justice climatique. Il ne s'arrête pas à la fin de la conférence de Paris, il ne fait que commencer.

Commission nationale écologie

Conseil politique national

Sous le signe de l'état d'urgence

L'essentiel de ce CPN a été consacré à la discussion sur la situation nouvelle créée par les attentats du 13 novembre, la guerre et la mise en place de l'état d'urgence...

Il avait deux autres points à l'ordre du jour: notre positionnement pour les élections régionales et la préparation de la présidentielle. Cet ordre du jour a été un peu bousculé afin de pouvoir participer, dimanche, au rassemblement de solidarité avec les migrantEs, rassemblement interdit par la préfecture.

Contre la barbarie djihadiste, la guerre et l'état d'urgence

Un large accord s'est dégagé autour de la résolution sur les attentats et la nouvelle situation politique: elle a été adoptée par 70% du CPN, des camarades s'abstenant parce qu'ils n'y retrouvaient pas certains développements sur les tâches.

Il s'agissait de définir les coordonnées de la nouvelle situation. D'abord rappeler notre position par rapport à Daesh et à ses attentats abjects: « une organisation militaire, intégriste religieuse, basée sur la terreur, ennemie du mouvement ouvrier, des femmes et de tous droits démocratiques »; dire « Non à l'état d'urgence et au racisme! Non à l'union sacrée avec le gouvernement! Défendons nos libertés démocratiques! » Et faire le lien entre ces mobilisations et les luttes sociales: « ceux qui nous imposent ou applaudissent la mise en place de l'état d'urgence sont les mêmes qui s'acharnent contre le code du travail, les syndicalistes, le mouvement social

et dans son ensemble. » Dans ce cadre, il y a un rendez-vous important, avec en particulier la journée nationale du 2 décembre en solidarité avec les travailleurEs d'Air France.

La lutte contre la politique du gouvernement, c'est aussi la seule façon de s'opposer à la progression du racisme dont se nourrit le FN. Les surenchères sécuritaires accompagnent les surenchères militaristes alors que « la riposte guerrière et impérialiste ne fait qu'aggraver les choses ». « C'est pourquoi, à la logique de guerre impérialiste nous opposons la nécessité de la solidarité internationale concrète avec les peuples de la région qui luttent en pratique contre Daesh comme contre Assad, en donnant les moyens y compris militaires de la lutte de leurs organisations démocratiques et non confessionnelles. [...] Nous demandons le retrait du PKK de la liste des organisations terroristes et l'arrêt de la répression des organisations kurdes par l'État turc, allié de la France. Et nous défendons la nécessité élémentaire de protéger les populations pourchassées de Syrie et

d'Irak en leur accordant le droit d'asile en Europe. »

« La réponse au terrorisme de Daesh ne peut venir que des solidarités et des luttes des classes exploitées et démocratiques, de la solidarité internationale avec les peuples du Moyen-Orient et d'Afrique. L'heure est au rassemblement de toutes celles et tous ceux qui refusent la fuite en avant militariste, la guerre, les interventions impérialistes comme la fuite en avant sécuritaire pour combattre la barbarie capitaliste qui engendre la barbarie du terrorisme et des intégrismes religieux. »

Bientôt les élections régionales

Une motion concernant ces élections a elle aussi été adoptée à une large majorité. D'une certaine façon, elle est la mise en œuvre sur le terrain électoral, alors que nous n'avons pu présenter de listes, du contenu de la résolution politique: « Les seules listes qui, au niveau national, se situent sur ce terrain sont les listes présentées

par Lutte ouvrière. Aussi, quels que soient les désaccords que nous avons avec ces camarades, le NPA appelle à voter pour ces listes, clairement dans le camp du monde du travail et en totale indépendance vis à vis des partis au pouvoir nationalement ou localement. » Les camarades de la plateforme 1 ont défendu une formulation plus ouverte.

Le chantier de la présidentielle...

Le CPN a adopté une motion d'organisation de la conférence nationale qui décidera de notre politique pour l'élection présidentielle de 2017. Au stade actuel, le travail de la commission présidentielle mise en place au dernier CPN n'a abouti ni sur l'élaboration d'un texte définissant nos axes de campagnes ni sur la ou le candidatE qui les porterait. Le chantier reste ouvert...

Mais ce CPN représente un pas en avant dans la discussion et la formulation des éléments essentiels qui nous rassemblent.

Yvan Lemaître

environnementale » n'était pas la conséquence du climat lui-même mais des modes de production adoptés par le système capitaliste, bouleversant les écologies locales et rendant ainsi vulnérables les populations déjà défavorisées. Car force est de constater que nous ne sommes pas tous exposés de la même manière aux risques environnementaux... Écologie et revendications sociales vont en effet de pair et une véritable analyse politique de l'environnement ne peut faire l'impasse sur les rapports de classes, de genres, de races. À ce titre, les luttes menées en Amérique latine (comme le Mouvement des sans-terre) ou encore en Asie nous ouvrent la voie de ce que pourrait être une approche véritablement radicale de l'écologie, qui consisterait à se réapproprier les

moyens de production et à organiser le contrôle démocratique des ressources.

À nous de tirer de ce type d'initiative la motivation pour persévérer dans nos luttes locales.

Bourg-en-Bresse (01) L'impossible capitalisme vert.

En lien avec les manifestations autour de la COP21, le NPA local avait invité Michel Husson pour un débat public vendredi 20 novembre. À part quelques climatocoptiques, personne ne conteste la gravité de la crise écologique et de ses conséquences. Chacun s'accorde également sur le fait que c'est bien l'activité humaine qui en est à l'origine. L'exposé visait donc à définir les responsabilités du mode de production dans les catastrophes passées

et à venir. Il s'agissait notamment de réfuter les prétentions d'un « capitalisme vert ». Car ce mode de production, dont le moteur est la recherche permanente du profit à court terme, est contradictoire avec une croissance orientée vers la satisfaction des besoins sociaux et soucieuse des équilibres écologiques.

Le tri sélectif des déchets, la modération de sa propre consommation, la participation individuelle aux économies d'énergie, sont importants mais ne suffiront pas.

La crise écologique pourrait formellement unifier l'humanité et transcender les rivalités. Mais toute mobilisation, y compris pour la survie de l'espèce, est un aspect de la lutte de classes.

Cirque

Alexandre Romanès: «Notre conception, c'est le bordel, surtout pas de conventions»

Entretien. C'est dans sa caravane, parmi toutes celles stationnées autour du chapiteau, que nous a reçus Alexandre Romanès, le père de la «tribu». Très accueillant, bavard et pas avare de petites histoires d'ici ou d'ailleurs, il nous a parlé du cirque, de sa conception du spectacle, de culture, de politique, du racisme ambiant...

Issu de la famille Bouglione, Alexandre a quitté le cirque du même nom, et a fini par monter un petit cirque poétique avec Délia, sa femme chanteuse, ses filles, des amis, des artistes qui se sont ajoutés à la troupe au fil du temps. «Notre conception, c'est le bordel,

surtout pas de conventions, que ça reste vivant et ouvert, qu'on garde notre petit chapiteau. Mon idée, c'est de voir autant que possible la couleur des yeux des artistes. (...) Notre culture ne s'intéresse pas à la mode, ni au sport. Pour nous la réussite sociale ça n'a pas de sens».

Alexandre comme Délia défendent la culture tzigane. Par la poésie, la chanson, le cirque, avec les voyages en France mais aussi en Europe, en Russie, en Chine... Revenu à Paris, le cirque s'est posé dans le 16^e arrondissement pour 5 mois, particulièrement mal accueilli par des organisations de droite bien réactionnaires (voir L'Anticapitaliste n°312). Pas question de subir et ils ne partiront pas. Alors ils se rebiffent, avec des pétitions et

contre-manifestations. «On a reçu le soutien de beaucoup de gens de gauche, même des gens de droite. Il y a du soutien financier: un théâtre de Lyon a envoyé 1000 euros».

«On n'a pas de papier»

Alexandre dénonce le racisme en France et les difficultés d'être nomade. «La question du nomadisme est posée: en France, tu peux voyager, mais tu ne peux pas t'arrêter. On a joué en Suède et on avait dû passer cinq frontières, tout ça sans papiers! Car on n'a pas de papiers: la France n'a jamais voulu nous donner de papiers, et tous les deux mois, on doit faire un tampon au service des émigrés. On n'a pas envie d'être français avec tout ça».

La période est difficile, mais l'accueil du public les réconforte: «Les gens qui viennent ne sont que des gens bienveillants. Le mot «tsigane» est un filtre, c'est-à-dire que ceux qui ont des idées noires ne viennent pas... Donc on a un public en or!».

Puis Alexandre nous a quittés pour préparer le spectacle. Merci à lui et à toute la «tribu» qui nous ont si gentiment reçus.

Thibault Blondin et Philippe Poutou



La lune des Tsiganes brille plus que le soleil (et c'est vrai!)

Le cirque tzigane Romanès est un cirque petit par la taille, mais il n'a rien à envier au plus grosses machines, bien au contraire. Les numéros d'acrobatie, de trapèze, de funambule, de jongle et même de dressage d'animaux dangereux (avec un tout petit chien pas si bien dressé que ça...) sont de haut vol. On admire, on sourit, on s'amuse... En clair, on passe un très bon moment. Du début à la fin, cinq musiciens et la chanteuse Délia animent le spectacle avec évidemment des

airs tziganes. Ça dure 70 minutes et on en sort de très bonne humeur. Comme à chaque fois, la «tribu» Romanès nous offre un spectacle chaleureux dans une ambiance familiale. Et à la fin, le spectacle continue d'une autre manière, autour de beignets faits maison tout en discutant avec quelques-uns des artistes.

Philippe Poutou

Samedi et dimanche, spectacles à 16h30 et 20h+

pendant les vacances de Noël.

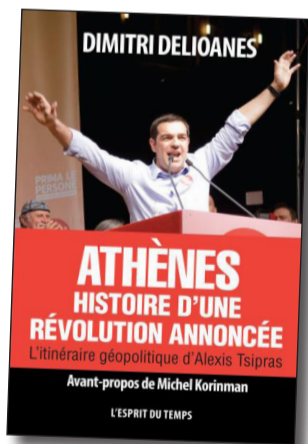
Square Parodi, porte Maillot, 20-15-10 euros la place.

Contact: cirque.romanes@wanadoo.fr

Essai

Athènes, histoire d'une révolution annoncée, Dimitri Delioanes

L'Esprit du temps, 2015, 14,50 euros



Ce livre d'un journaliste grec constitue une version actualisée (à la marge) d'un ouvrage paru en Italie début 2015 sous un titre moins ronflant que celui choisi pour l'édition française, donc avant les élections du 25 janvier. L'auteur a eu de longs entretiens avec Alexis Tsipras dont les propos sont souvent cités. Le livre est avant tout centré sur la sphère politique: on n'y trouvera rien ou pas grand-chose sur les mouvements sociaux. Son principal intérêt est un récit assez bien informé de l'évolution de Syriza

depuis sa constitution et surtout une transcription des positions de Tsipras. L'auteur éprouve une estime sans borne pour ce dernier et un large mépris pour Syriza, notamment pour la gauche du parti. Pour Delioanes, «Tsipras est seul et il a bien des kilomètres d'avance sur son parti»...

En fait, la lecture de ce livre montre que le tournant de juillet dernier et le virage de la majorité de Syriza vient d'assez loin. Depuis 2012, Tsipras a utilisé avec ténacité sa cote personnelle de popularité pour infléchir les positions du parti. Le livre ne dit malheureusement rien de ceux qui, à la direction de Syriza, l'ont soutenu (comme, par exemple, l'actuel vice-Premier ministre Dargasakis). Cependant, deux facteurs se dégagent clairement. D'abord l'héritage euro-communiste qui induit notamment une incapacité à concevoir un véritable affrontement avec l'Union

européenne. Ensuite l'idée que les couches populaires sont «fatiguées» et «résignées» après l'échec des grèves générales et attendent donc que Syriza arrive au gouvernement. Pour la direction, tout se concentre donc désormais sur les échéances électorales (cela alors que Tsipras avait eu auparavant une phase altermondialiste et mouvementiste...). Au nom de cet objectif, il ne faut laisser aucun espace aux manœuvres pour faire émerger une formation «centriste» conséquente et plus présentable que la coalition gouvernementale, et constituer un nouveau bloc social et national, en élargissant Syriza et ses candidatures électorales à des transfuges d'autres partis, notamment du Pasok. Cela va induire une évolution à droite des positions du parti. La suite est connue...

Henri Wilno

Musique

Nocturnal, Amaral

Antartida, 2015, 16 euros

Après le CD *Hacia Lo Salvaje* (2011) qui connut un énorme succès en Espagne et en Amérique latine, Eva Amaral, la fondatrice du groupe Amaral avec Juan Aguirre au milieu des années 90, était restée quasi silencieuse pendant 4 longues années. La sortie de ce septième opus *Nocturnal* (disponible en CD et en téléchargement), annoncé puis reporté

depuis presque deux ans, est donc un soulagement.

Amaral a bien failli succomber au syndrome Heroes del Silencio, plus grand groupe rock d'Espagne lui aussi originaire de Zaragoza, et se taire pour ne pas se répéter. Si *Nocturnal* innove avec des orchestrations plus fouillées (piano, cordes, chœur), Eva Amaral garde sa voix unique qui fait penser à une Chrissie Hynde (fondatrice des Pretenders) latina et engagée qui veut toujours être amenée plus loin («*LLévame muy lejos*» ouvre l'album) et sortir des villes maudites («*la ciudad maldita*»). Eva prévient ses fans qui ne la croit pas: «*il n'y a rien de bon en elle et sa tête, comme la*

terre, perd son orbite» («*Nocturnal*» qui donne son nom au CD). Il est vrai que lorsque l'on a vu la plage de son enfance en Galice («*Riazor*», une autre pépite du groupe) recouverte d'une immonde marée noire avec la complicité des gouvernants, on reste orpheline de la révolte ou de la révolution. Pourtant le groupe a retiré du nouvel album son hymne contre les politiciens, «*Ratonera*», pourtant rôlé en concert. Dommage mais compréhensible à quelques jours d'élections décisives pour l'Espagne. Amaral recherche en permanence de nouveaux espaces sonores et sensations et, selon Juan Aguirre, tout riff de guitare ou son qui rappellerait un

morceau précédent a été retiré du nouvel album. En tout cas, beaucoup de plaisir à les retrouver... ou à les découvrir.

Sylvain Chardon



Exposition

Musée de l'Homme à Paris: tous migrantEs!

Musée de l'Homme, 17 place du Trocadéro et du 11 Novembre



«Un musée militant» c'est ainsi que Christine Laurière, ethnologue et biographe de Paul Rivet, fondateur du musée de l'Homme en 1937, définit le rôle de ce musée-laboratoire qui vient de rouvrir ses portes au Trocadéro après plus de 6 ans de fermeture.

Il se veut musée mais aussi lieu de recherche dans la continuité de l'ancien musée fondé au moment du Front populaire auquel Paul Rivet a participé. Cet engagement s'inscrit dans la démarche scientifique qui considère l'espèce humaine dans son unité et sa diversité, affirmant l'égalité entre les êtres humains.

Le nouveau musée de l'Homme a abandonné la dimension ethnographique reprise par le musée Branly pour se centrer sur la naissance et l'évolution de l'humanité autour de trois questions – Qui sommes-nous? D'où venons-nous? Où allons-nous? – autour desquelles se construit la relation biologie-culture, l'homme et la nature dont il est partie intégrante. Contrairement au quai Branly, il n'est pas une collection d'objets sans leur histoire, mais la préhistoire et l'histoire de notre espèce, illustrées, concrétisées, par de magnifiques pièces dont le crâne de l'homme de Cro-Magnon trouvé en 1868 en Dordogne ou la Vénus de Lespugue âgée de plus de 22000 ans et bien d'autres...

Le parcours se partage entre expositions de format traditionnel et installations multimédias, avec vidéos diffusées sur écrans géants, photographies, documents audio ou écrits consultables sur tablettes, le tout accessible aux adultes comme aux plus jeunes. De vastes salles, lumineuses et ouvertes sur l'extérieur, réparties sur deux étages, offrent le cadre d'un agréable périple qui commence par le récit de nos origines. Chaque homme sur Terre descend du même ancêtre apparu dans l'Est africain. Et cet ancêtre était noir. Puis se déroule le fil qui conduit à l'Homo sapiens.

«Où allons-nous?»

Dans la galerie de l'Homme, nous sommes plongés au cœur de notre évolution, dans toute sa diversité, à travers les différentes migrations sur tous les continents. Nous sommes tous des enfants de migrantEs. On découvre ensuite les conséquences environnementales, écologiques et socio-culturelles des activités humaines à partir de la révolution du néolithique il y a plus de 10 000 ans, puis la conquête de l'ensemble de la planète jusqu'à l'actuelle mondialisation qui débouche sur la question, «Où allons-nous?» à partir de la prise en compte de l'impact de l'homme sur la planète et des effets de la globalisation.

Même si la mondialisation dans laquelle l'humanité est engagée est décrite en faisant l'impasse sur les logiques capitalistes destructrices qui la dirigent, le questionnement, aboutissement d'une longue évolution de milliers d'années de notre espèce, débouche sur l'impérieuse nécessité de partager les richesses et de vivre en harmonie avec notre environnement. Une page de l'histoire de notre espèce qui reste à écrire... En ces temps troubles qui ne sont pas sans rappeler ceux des années 30, la réouverture du musée de l'Homme est la bienvenue face au déferlement de préjugés et de bêtise ambiante.

Yvan Lemaître

http://www.museedelhomme.fr

la-breche.com

« Les médias dominants et les journalistes qui squattent les plateaux de télévision délimitent le cadre des débats »

Entretien. Coanimateur de l'observatoire des médias Acrimed (Action Critique Médias)¹, **Mathias Reymond** revient pour nous sur le traitement et l'analyse des attentats du vendredi 13 novembre par les grands médias, entre sensationnalisme et propagande...



Tu es l'auteur d'un récent article sur cette question intitulé « Compassion ou voyeurisme ? »² Peux-tu nous dire si le travail des médias a notablement changé depuis les attentats contre Charlie Hebdo et l'Hyper Cacher ?

Les principales chaînes de télévisions (TF1 et France 2) et les chaînes d'information en continu (I-Télé, BFMTV, LCI) se sont autocongratulées dès le lendemain des attentats. Pour reprendre les termes de la directrice de l'information du groupe TF1, elles auraient fait preuve de « précision » et de « pondération ». Et pour justifier cela, il est mis en avant le fait que les médias n'ont pas entravé « le bon déroulement des enquêtes » (comme l'avait fait BFMTV en janvier dernier) et n'ont pas diffusé d'images de l'assaut des forces de l'ordre dans le Bataclan. Pourtant s'ils avaient pu retransmettre ces images, l'auraient-ils fait ? À n'en pas douter, oui, car les chaînes de télévision et les sites Internet des principaux journaux ont choisi de diffuser les vidéos amateurs des fusillades... Et surtout, quelques jours plus tard, ils ont fait de même avec les images de l'assaut des forces de l'ordre à Saint-Denis. Donc, à mon sens, le travail des journalistes n'a pas du tout changé depuis les attentats contre Charlie Hebdo et l'Hyper Cacher.

Tu critiques en particulier la dimension voyeuriste des images vues à la télévision après les attentats. Peux-tu nous en donner quelques illustrations ?

Outre la diffusion de scènes spectaculaires (fusillades avec le son, fuites dans les rues, chutes de personnes...), de nombreux médias sont tombés dans le voyeurisme. Quel est, par exemple, l'intérêt journalistique d'interroger des personnes en attente d'information sur l'état de santé de leurs proches hospitalisés ? Concrètement, « Le Petit Journal » sur Canal Plus a diffusé des séquences obscènes, en interrogeant de très jeunes enfants de cinq ou six ans sur les lieux des drames. Les filmer en train de pleurer, les enregistrer disant que « les méchants ne sont pas gentils » ou que « les fleurs nous protègent des pistolets » est simplement terrifiant. Où est ici le journalisme ?

Enfin, tu mets en lumière la transformation d'« un événement politique majeur en un spectacle à la fois accablant et hypnotisant ». Selon toi, que serait le traitement correct de ce type d'événement ? Les journalistes, comme tous les citoyens, ont été affectés par ces événements tragiques, et il est normal que l'émotion de la rue gagne les journalistes. Mais cela n'excuse pas tout. Dans un univers concurrentiel, la place qu'occupe

l'information en continu (avec Internet, avec Twitter, avec les chaînes d'information) dans les médias modifie fortement le rapport que les journalistes entretiennent avec le temps : il faut faire vite, et surtout plus vite que les autres. Ainsi, il n'y a plus de recul, et moins de place pour la réflexion. Le traitement correct pour ce type d'événement serait de ne pas faire de l'information en continu, justement. Ne pas être dans l'attente permanente en comblant le vide par du creux (par exemple en interrogeant des passants pour leur demander s'ils sont inquiets...). Il me semble logique d'informer sur les faits, de prendre le temps pour faire de l'analyse, mais de ne pas se précipiter. Structurellement, avec un journal télévisé ou une édition papier par jour, la dimension quotidienne de l'information – et non en temps réel avec des « éditions spéciales » permanentes – permettrait de prendre un peu de hauteur dans la lecture des événements...

Acrimed critique les « éditorialistes-faucons »³ qui attaquent les voix discordantes qui, pour le dire vite, n'adhèrent pas à « l'union nationale ». Par quelles méthodes ? Comme souvent, il existe un consensus général au sein des éditorialistes et des chroniqueurs dès qu'il s'agit des questions sécuritaires et militaires. Nous avions constaté cela en 1999 lors de l'intervention au Kosovo, ou plus récemment en 2011 avec la Libye, où il était difficile d'élaborer une réflexion non consensuelle. Il en est de même aujourd'hui avec le discours guerrier du Président français : les éditocrates se sont vêtus en kaki pour l'accompagner, comme l'avaient fait les médias américains derrière George W. Bush en 2001.

Toutefois quelques voix dissonantes existent : on peut ne pas partager leur point de vue, ou trouver leur réaction trop prématurée – je pense ici aux communiqués du NPA et de LO –, mais elles ont le droit de s'exprimer dans l'espace médiatique sans être calomniées ou diffamées. À entendre et à lire les grands médias, ces points de vue seraient le fait de « crétiens » qui n'ont « rien compris » selon Marianne, qui « excusent les tueurs » selon Ouest France, qui, après avoir eu longtemps « de la choucroute dans la tête », « l'ont remplacée par du couscous », selon

Atlantico.fr... Pour Charlie Hebdo, ils sont « les amis de Daech », et, selon Caroline Fourest, « donnent raison aux assassins ». Bref, des « marxo-pétainistes », « alliés de Marine Le Pen », pour Franz-Olivier Giesbert dans le Point. Dans le même esprit, Frédéric Haziza parle sans complexe de « collabos ». On le voit : les médias dominants et les journalistes qui squattent les plateaux de télévision délimitent le cadre des débats. Hors de ce périmètre, point de discussion.

L'état d'urgence va peser sur le pays pour au moins trois mois. Il pèse déjà sur les mobilisations sociales, avec l'interdiction des rassemblements et des manifestations. Quelles conséquences sur le monde médiatique ?

A priori, les rédactions ne devraient pas être directement touchées par

l'état d'urgence dans leur travail. Cependant, les effets sur le monde médiatique vont être réels : en gros, les journalistes vont-ils accepter de ne donner aucune information pour laisser les autorités mener leurs investigations, comme ce fut le cas en Belgique ce lundi 23 novembre ? Les conséquences peuvent être néfastes pour la liberté de la presse et la diversité des points de vue. Un journaliste qui voudra toutefois faire son métier (enquête) pourra-t-il le faire ? Sera-t-il, à son tour, traité de « collabo » ? Le risque est de voir l'autocensure prendre le dessus.

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

- 1 - Site Internet: www.acrimed.org
- 2 - http://www.acrimed.org/La-couverture-des-attentats-dans-les-journaux-télévisés-compassion-ou
- 3 - http://www.acrimed.org/Avec-nous-ou-avec-les-terroristes-les-éditorialistes-faucons-sont-de-retour

L'image de la semaine



Vu ailleurs

LUCARNE OPPOSÉE L'AUTRE FOOTBALL. Le jour de la conscience noire est célébré au Brésil le 20 novembre, en hommage à Zumbi dos Palmares. Cet esclave insurgé se révolte et combat les armées portugaises pendant une quinzaine d'années à la fin du 17^e siècle. Trahi par ses camarades, il est décapité le 20 novembre 1695 par les Portugais. La place de l'homme noir dans la société brésilienne peut être reliée à la place du joueur noir dans le football brésilien. [...]

Alors que le joueur noir semble implanté dans la culture brésilienne, le Brésil accueille la coupe du monde 1950, une occasion d'affirmer sa puissance nationale, dans le gigantesque Maracanã. Cependant, le Brésil perd en finale contre l'Uruguay, engendrant un véritable drame national, comparé à Hiroshima par le dramaturge et frère de Mario Filho, Nelson Rodrigues. À l'heure de chercher les responsables, les Noirs sont rapidement désignés. [...] Les Noirs sont accusés de ne pas pouvoir supporter la pression d'une coupe du monde, de ne pas savoir répondre à l'adversité si c'est nécessaire, d'être faibles. [...]

1954, pour le premier match de la coupe du monde, Didi, le prince éthiopien, est entouré de dix joueurs blancs. Lors du match très violent contre la Hongrie, qui scelle l'élimination du Brésil, les Noirs sont une nouvelle fois accusés de perdre leurs nerfs lorsqu'ils sont sous pression.

Quatre ans plus tard, un psychologue, João Carvalhaes, est chargé d'examiner les joueurs à la préparation de la coupe du monde en Suède. Il s'oppose à la sélection du noir Pelé, trop jeune pour supporter la pression d'une coupe du monde et du mulato Garrincha, pour une « intelligence en-dessous de la moyenne et une absence d'agressivité ». Vicente Feola, l'entraîneur, emmène en Suède les deux joueurs. [...] En finale, alors que le Brésil est mené 1-0 contre le pays hôte, l'immature Garrincha délivre deux passes décisives. Pelé signe un triplé en demi-finale puis un doublé en finale et montre au Brésil que les jeunes footballeurs noirs peuvent parfaitement supporter la pression. Depuis, si la situation s'est améliorée, le racisme est encore présent dans le football brésilien, à l'image des insultes d'une supportrice du Grêmio à l'encontre du gardien noir du Santos, Aranha, lors d'un match de coupe du Brésil en 2014.

« Football et racisme, le Brésil fête aujourd'hui le jour de la conscience noire », Lucarne opposée-l'autre football, Marcelin Chamoin, vendredi 20 novembre 2015

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

TARIF STANDARD		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions inscrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org